



Assemblée générale

Distr. générale
13 janvier 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 157 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

Exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Exécution du mandat	3
A. Considérations générales	3
B. Exécution du budget	4
C. Activités d'appui de la Mission	5
D. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées	6
E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	7
III. Exécution du budget	44
A. Ressources financières	44
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	45
C. Évolution des dépenses mensuelles	45
D. Autres recettes et ajustements	46
E. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	46
F. Contributions non budgétisées	47
IV. Analyse des écarts	47
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	52



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011. La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (développement de la démocratie et consolidation de l'autorité de l'État; sécurité, ordre public et renforcement de l'état de droit; droits de l'homme; coordination de l'aide humanitaire et des activités de développement; et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	396 341,3	379 095,9	17 245,4	4,4
Personnel civil	157 429,1	150 742,6	6 686,5	4,2
Dépenses opérationnelles	300 057,0	280 724,2	19 332,8	6,4
Montant brut	853 827,4	810 562,7	43 264,7	5,1
Recettes provenant des contributions du personnel	17 314,6	16 699,0	615,6	3,6
Montant net	836 512,8	793 863,7	42 649,1	5,1
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	853 827,4	810 562,7	43 264,7	5,1

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Effectif approuvé ^a	Postes prévus	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Contingents	8 940	8 940	8 720	2,5
Police des Nations Unies	1 351	1 351	1 277	5,5
Unités de police constituées	2 940	2 940	2 021	31,3
Personnel recruté sur le plan international	533	534	449	15,9
Personnel recruté sur le plan national	1 233	1 233	1 147	7,0
Volontaires des Nations Unies	277	267	217	18,7
Emplois de temporaire ^c				
Personnel recruté sur le plan international	198	184	77	58,2
Personnel recruté sur le plan national	245	227	105	53,7
Personnel fourni par des gouvernements	100	100	53	47,0

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé/proposé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. En raison de la situation incertaine sur le terrain qui, au lendemain du séisme dévastateur ayant frappé Haïti le 12 janvier 2010, a empêché la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) d'établir un projet de budget détaillé et complet pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, le Secrétaire général, dans sa note datée du 30 avril 2010 sur le financement de la Mission (A/64/764), a demandé à l'Assemblée générale de l'autoriser à engager des dépenses d'un montant de 380 402 700 dollars pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010 et de mettre le même montant en recouvrement auprès des États Membres.

2. Au paragraphe 24 de son rapport du 25 mai 2010 à ce sujet (A/64/660/Add.16), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée d'autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses avec mise en recouvrement, d'un montant de 375 millions de dollars, pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010.

3. L'Assemblée générale, dans sa résolution 64/278, a autorisé le Secrétaire général à prendre pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010 des engagements d'un montant maximum de 380 millions de dollars pour le fonctionnement de la Mission.

4. Le montant brut du budget complet pour le maintien de la Mission pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, présenté dans le rapport du Secrétaire général du 21 octobre 2010 (A/65/535), s'élevait à 865 313 200 dollars (montant net : 847 290 400 dollars). Il couvrait le déploiement de 8 940 membres de contingents, 4 391 membres de la Police des Nations Unies (dont 100 agents fournis par des gouvernements et 2 940 membres d'unités de police constituées), 731 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 1 478 fonctionnaires recrutés sur le plan national et 277 Volontaires des Nations Unies, en comptant le déploiement de personnel temporaire.

5. Au paragraphe 34 de son rapport du 24 novembre 2010 (A/65/586), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant de 853 827 400 dollars pour le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, comprenant le montant de 380 millions de dollars précédemment autorisé aux termes de la résolution 64/278 de l'Assemblée générale.

6. Dans sa résolution 65/256, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir aux fins du fonctionnement de la Mission pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, un crédit de 853 827 400 dollars (montant net : 836 512 800 dollars), incluant le montant de 380 millions de dollars (montant net : 371 780 100 dollars) antérieurement approuvé aux termes de sa résolution 64/278. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

7. Le mandat de la Mission a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1542 (2004), puis prorogé par des résolutions ultérieures du Conseil. Le mandat applicable à l'exercice considéré est celui que le Conseil a énoncé dans sa

résolution 1892 (2009) et qu'il a élargi dans ses résolutions 1908 (2010) et 1927 (2010), puis prorogé dans sa résolution 1944 (2010), après le séisme du 12 janvier 2010.

8. La MINUSTAH est chargée d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de ramener la paix et la sécurité en Haïti et de faire avancer le processus constitutionnel et politique engagé dans le pays. Au lendemain du tremblement de terre du 12 janvier 2010, cet objectif suppose de préserver les avancées réalisées depuis 2004 en matière de stabilisation et de faciliter la mise en œuvre des activités d'aide humanitaire, de relèvement et de reconstruction.

9. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante : développement de la démocratie et consolidation de l'autorité de l'État; sécurité, ordre public et renforcement de l'état de droit; droits de l'homme; coordination de l'aide humanitaire et des activités de développement; et appui.

10. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2010/11, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Exécution du budget

11. Pendant l'exercice considéré, la MINUSTAH a renforcé ses capacités en recrutant du personnel civil supplémentaire et en augmentant les effectifs autorisés de personnel en tenue après le séisme. Elle a progressé dans l'exécution de son mandat visant à aider le Gouvernement à faire face aux menaces pesant sur la stabilité, notamment : a) en préservant la stabilité afin de faciliter les efforts de relèvement; b) en renforçant les capacités, de façon que les institutions publiques affectées par le séisme puissent maintenir leur activité; c) en assurant la coordination de l'aide internationale; et d) en organisant les élections. Elle a joué un rôle clef dans les élections présidentielle et législatives en aidant la Police nationale haïtienne à faire en sorte que les élections se déroulent dans de bonnes conditions de sécurité, ce qui a permis pour la première fois une transition pacifique entre deux présidents élus démocratiquement et issus de partis différents.

12. La Mission a par ailleurs œuvré avec le Gouvernement au renforcement des capacités institutionnelles de l'administration publique, des systèmes judiciaire et pénitentiaire et de la Police nationale. Elle a construit des bureaux temporaires pour le Parlement, dont les bâtiments ont été détruits par le séisme, a aidé le Gouvernement à créer des bureaux d'assistance juridique, a remis en état les locaux abritant les juridictions et ministères et a conçu des plans pour la construction de 26 tribunaux. Les retards accusés par le processus électoral et les difficultés rencontrées pour mettre en place les conditions procédurales nécessaires au fonctionnement du Conseil supérieur de la justice ont entravé les progrès d'autres initiatives ayant trait à l'état de droit. La MINUSTAH a aussi effectué des patrouilles de police conjointes avec la Police nationale dans les zones et camps de réfugiés touchés par le séisme et a notamment mené des opérations conjointes contre les bandes organisées et le trafic de drogue.

13. La période considérée a été marquée par la poursuite de l'aide humanitaire et par l'intensification des efforts de relèvement. À la fin de la période, quelque 630 000 personnes déplacées vivaient dans plus de 1 000 zones d'installation. La situation humanitaire a été aggravée par la saison des ouragans et une épidémie de choléra. La MINUSTAH a œuvré aux côtés du Gouvernement, des organisations non gouvernementales et de l'équipe de pays des Nations Unies pour augmenter et renforcer les capacités locales de réponse aux situations d'urgence et aux violations des droits de l'homme, ainsi que pour défendre les droits économiques et sociaux et promouvoir la protection des femmes et des enfants. Elle a aussi facilité les opérations de secours et les efforts de relèvement en aidant à déblayer les décombres et à réparer les infrastructures nationales et locales – en particulier les bâtiments publics et municipaux, les tribunaux, les hôpitaux et les routes.

C. Activités d'appui de la Mission

14. Afin de renforcer le soutien apporté à l'administration dans les principaux bureaux régionaux du nord et du sud d'Haïti, de nouveaux quartiers généraux ont été établis à Leogane et Jérémie et deux hélicoptères ont été déployés respectivement à Les Cayes et à Cap-Haïtien. Un aéronef à voilure fixe a été déployé de façon permanente à Saint-Domingue pour faciliter les déplacements du personnel de la Mission entre la ville et Haïti.

15. Deux camps d'hébergement entièrement équipés, d'une capacité de 250 et 24 personnes, respectivement, ont été installés respectivement à Port-au-Prince et Leogane. Le quartier général de la Mission ayant été détruit pendant le séisme de janvier 2010, un quartier général provisoire a été établi à Port-au-Prince.

16. La MINUSTAH a entamé divers travaux de rénovation et de réparation de bâtiments endommagés par le séisme. Sept bâtiments de la Mission ainsi endommagés (à Port-au-Prince, Jérémie et Port-de-Paix) ont fait l'objet d'études de structure. En revanche, compte tenu du retard des travaux et de la réduction anticipée des renforts déployés au lendemain du séisme, approuvée par la suite par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2012 (2011), la construction de sept bâtiments en dur, prévue pour abriter les effectifs militaires et de police supplémentaires, mais qui n'était plus nécessaire sur le plan opérationnel, a été annulée. Des travaux d'entretien et de remise en état ont été effectués sur les routes stratégiques de Port-au-Prince et sur la route nationale reliant Leogane à Jacmel, dans le sud. La Mission a aussi amélioré l'état de la principale route d'approvisionnement entre Port-au-Prince et la frontière dominicaine.

17. La MINUSTAH a fait d'importants efforts pour mettre en œuvre des initiatives respectueuses de l'environnement. Huit cents appareils de climatisation dégageant des substances appauvrissant la couche d'ozone ont été remplacés par des appareils non polluants. Pendant la période considérée, des améliorations ont été apportées à la gestion des eaux usées dans des camps stratégiques de la Mission, notamment par l'installation d'usines de traitement.

18. Afin de venir en aide au Gouvernement haïtien, la Mission a établi des bureaux provisoires pour le Parlement, permettant d'abriter plus de 300 fonctionnaires et de recevoir jusqu'à 200 visiteurs. Elle lui a aussi fourni un appui logistique pour renforcer les institutions garantes de l'état de droit.

D. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées

19. La Mission s'est employée, en étroite coopération avec d'autres entités des Nations Unies et des organisations régionales, à assister le Gouvernement pendant les élections. Avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), elle a collaboré avec l'Organisation des États américains et la Mission d'observation électorale conjointe de l'Organisation des États américains et de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) pour organiser les élections présidentielle et législatives de 2010. Elle a prêté son concours aux mécanismes de coordination – Table sectorielle, Comité de pilotage, Table de pilotage – des autorités électorales haïtiennes et des principaux pays de la région. Toujours avec le PNUD, elle a facilité l'établissement du budget électoral et l'acquisition de matériel pour les élections. Aux côtés de l'Organisation des États américains, elle a assisté le Conseil électoral provisoire et l'Office national d'identification pour établir la liste électorale et doter les électeurs de cartes d'identité nationales.

20. Le Centre de liaison et d'appui de la Mission à Saint-Domingue a assuré une coordination continue entre le Gouvernement dominicain, la communauté des diplomates et des donateurs et l'équipe de pays des Nations Unies en République dominicaine. La MINUSTAH a aussi fourni un soutien opérationnel et technique à l'appui des conférences et réunions de donateurs de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti organisées en République dominicaine.

21. Afin de faciliter l'accès des populations vulnérables à l'assistance juridique, la MINUSTAH a coopéré avec l'Union des nations de l'Amérique du Sud et le Consortium international pour l'aide juridique pour multiplier les bureaux d'assistance juridique partout dans le pays.

22. L'équipe de pays et l'équipe d'aide humanitaire des Nations Unies ont joué un rôle central dans la coordination et l'équipe de pays a travaillé en étroite collaboration avec la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti et le Fonds pour la reconstruction d'Haïti. La coordination entre le Ministère de l'intérieur et la Direction de la protection civile en matière de préparation et d'intervention face aux situations d'urgence a elle aussi été renforcée. Par ailleurs, la MINUSTAH, l'équipe de pays et l'équipe d'aide humanitaire des Nations Unies ont mis au point un cadre stratégique intégré – aligné sur le plan d'action pour le relèvement et le développement du Gouvernement haïtien – qui constitue le principal outil de programmation de ces équipes. Elles ont aussi appuyé les activités entreprises dans le cadre de l'approche sectorielle de l'aide humanitaire tout au long de la période considérée.

23. La Mission s'est associée à 21 organisations nationales et internationales et 14 autorités municipales pour tenter de remédier à la violence communautaire et compléter, ce faisant, l'action de l'équipe de pays des Nations Unies. Avec le Gouvernement, le PNUD et des gouvernements donateurs, elle s'est employée à mettre au point une stratégie commune en matière d'état de droit et à établir un plan de travail jusqu'à septembre 2011 pour des initiatives clefs. La MINUSTAH et le PNUD ont aussi aidé le Gouvernement à mettre en place une structure pour le Conseil supérieur de la justice et à réorganiser le Ministère de la justice. La Mission a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en vue de renforcer les capacités de la Brigade de protection des mineurs de la Police nationale, du Ministère des affaires sociales et du barreau de Port-au-Prince en matière de droits de l'enfant et d'adoption. Enfin, elle s'est employée, aux côtés du

PNUD, de l'UNICEF, de gouvernements donateurs et d'organisations non gouvernementales, à améliorer les conditions dans les prisons (surpopulation, conditions sanitaires, services de santé et conditions de détention des mineurs) et à y limiter la propagation de l'épidémie de choléra.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : développement de la démocratie et consolidation de l'autorité de l'État

24. Au cours de la période considérée, la MINUSTAH a œuvré en partenariat avec le Gouvernement haïtien, notamment avec les pouvoirs exécutif et législatif, les partis politiques, le secteur privé, la société civile, les équipes de pays des Nations Unies et d'autres partenaires, pour continuer à renforcer le dialogue politique et à consolider les institutions centrales et locales. Grâce à ses bons offices et aux conseils qu'elle a prodigués au Parlement et aux administrations locales, la Mission a facilité et amélioré le travail législatif à l'échelon national et accompagné des réformes à l'appui de la décentralisation et de la prestation de services de base au niveau local. La Mission a également joué un rôle clef lors des élections présidentielle et législatives, en fournissant des conseils et un appui logistiques et techniques au Gouvernement pour l'organisation et le déroulement des élections et en coordonnant les activités d'assistance avec des acteurs clefs. En outre, la MINUSTAH a œuvré avec des partenaires pour encourager la participation politique des femmes, notamment en aidant à la mise au point d'une série d'amendements constitutionnels prévoyant, entre autres, une représentation féminine de 30 % dans les processus de prise de décisions de l'État à tous les échelons. La Mission a appuyé ces processus en faisant intervenir ses neuf centres multimédias et en organisant des campagnes d'information. La Mission a également œuvré en partenariat avec la Police nationale pour surveiller étroitement les postes frontière en Haïti, ce qui a permis de réduire les cas de traite des enfants.

25. En ce qui concerne la réinstallation de la population déplacée par le séisme, la MINUSTAH a signé, en février 2011, un mémorandum d'accord avec le Gouvernement haïtien, visant à fournir un appui logistique temporaire aux communes et à les aider à mettre en œuvre la stratégie de réinstallation du Gouvernement. À cet égard, sept projets ont été réalisés et quatre étaient en cours à la fin de la période considérée. La Mission a également réalisé 229 projets à effet rapide, dont environ 80 dans les régions les plus directement touchées par la réinstallation de personnes déplacées.

Réalisation escomptée 1.1 : Promotion d'un dialogue politique ouvert à tous et de la réconciliation nationale

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Tenue d'élections participatives et ouvertes à tous, dans le respect des délais fixés par la Constitution et par la loi électorale

Objectif atteint; compte tenu de l'acceptation massive par la population haïtienne et les observateurs nationaux et internationaux des résultats des élections présidentielle et législatives tenues en 2010

Publication d'un décret présidentiel sur le financement des partis politiques

La loi sur le financement des partis politiques a été adoptée par la Chambre des députés, mais n'a pas encore été approuvée par le Sénat.

Diminution du nombre des troubles civils provoqués par des problèmes d'ordre politique : moins de 65 incidents en 2010/11, contre 78 en 2009/10 et 229 en 2008/09

À l'occasion de troubles civils, on a dénombré 544 incidents provoqués par des problèmes d'ordre politique, dont 492 directement liés aux élections.

Augmentation du nombre de candidates à l'élection présidentielle ainsi qu'aux élections législatives et locales en 2010/11 : au moins 3 500 candidates contre 3 388 pour les mêmes élections tenues en 2006

Il y a eu 46 candidates aux élections présidentielle et législatives de 2010. Il n'y a pas eu d'élections locales pendant la période considérée, les prochaines devant se tenir pendant la période 2011/12.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de 4 réunions par mois avec le Président ou le Premier Ministre en vue d'évaluer l'état d'avancement du dialogue entre le Gouvernement, les partis politiques et les groupes issus de la société civile, de la réforme relative à l'état de droit et d'autres questions relevant du mandat de la Mission	Oui	Des réunions hebdomadaires ont été tenues avec le Président, le Premier Ministre, des ministres et des secrétaires d'État entre juillet et novembre 2010, avec une fréquence accrue de réunions de haut niveau avec des responsables du Gouvernement et des candidats pendant la période électorale, soit entre novembre 2010 et avril 2011; des réunions ont été tenues 2 fois par semaine avec le futur Président entre mars et mai 2011 et avec le Président nouvellement élu entre mai et juin 2011; et des réunions hebdomadaires ont été tenues avec le premier Premier Ministre désigné et avec des candidats potentiels à des postes ministériels en mai et juin 2011 sur le processus politique et les priorités de la réforme.
Tenue de 2 réunions par mois avec les principaux conseillers du Président en vue de promouvoir la participation de tous à la vie politique	Oui	Des réunions bihebdomadaires ont été tenues avec les conseillers du Président de juillet à novembre 2010 pendant la préparation du premier tour des élections présidentielle et législatives; des réunions ont également été tenues chaque semaine ou plus, selon que de besoin, avec les principaux conseillers du futur Président de mars à juin 2011.
Tenue de réunions mensuelles avec les représentants des partis politiques au niveau national, en faisant une large place aux femmes, l'objet étant de consolider les institutions démocratiques et le pluralisme politique, de donner un avis sur l'ouverture à tous du dialogue politique et d'accroître la participation des femmes aux élections	Oui	Tenue de réunions mensuelles avec des parlementaires et des dirigeants de partis politiques

Réalisation, chaque mois, d'analyses politiques destinées à porter à la connaissance des autorités haïtiennes et des organisations internationales chargées de la reconstruction et du renforcement des institutions les progrès accomplis vers la stabilité et la sécurité durables

Établissement d'un dispositif de coordination de l'assistance internationale aux élections et désignation de son directeur, en coopération avec l'Organisation des États américains, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres parties prenantes internationales

Organisation de 20 réunions-débats dans chacun des 10 départements en vue de favoriser la tenue d'élections ouvertes à tous, la participation des femmes à la vie politique, le dialogue politique et la réconciliation nationale, et de donner des conseils sur ces questions

Facilitation de 9 réunions (1 par département) entre les candidates et des organismes issus de la société civile

Tenue de campagnes d'information visant à favoriser le dialogue politique et la réconciliation nationale et à faire connaître et comprendre le mandat de la Mission, au moyen d'activités d'information, de sensibilisation et de communication, notamment : réalisation d'un feuilleton radiophonique qui sera diffusé dans les camps de personnes déplacées ainsi que sur l'ensemble du territoire, l'objectif étant de faire passer des idées importantes; exécution d'activités liées aux centres multimédias (radio de la MINUSTAH en ondes FM, publications, émissions vidéo, contenus Web ainsi que séminaires et stages de formation); production et diffusion d'un large éventail de supports de sensibilisation; poursuite des contacts avec les médias et intensification de la couverture médiatique; célébration des Journées des Nations Unies; émissions diffusées sur les chaînes de radio et de télévision nationales destinées à sensibiliser la population haïtienne, y compris la diaspora

Oui Grâce à des séances d'information et des réunions avec des membres du mécanisme de coordination entre les groupes et du Forum humanitaire, à un rythme bihebdomadaire

Oui Grâce à l'organisation de 3 réunions de la Table sectorielle sur les élections, coprésidées par le Représentant spécial du Secrétaire général et le Président du Conseil électoral provisoire; de 17 réunions de la Table de pilotage; et de 14 réunions du Comité de pilotage coprésidées par la MINUSTAH et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

120 Forums sur le modèle réunions-débats ont été tenus avec des candidats aux élections dans chacun des 10 départements.

Le dépassement est dû à l'augmentation du nombre moyen de réunions-débats dans chaque département, qui est passé de 2 à 12, afin d'établir un dialogue avec un plus grand nombre de circonscriptions à la suite des allégations de fraude enregistrées pendant le premier tour des élections et du fait que le second tour a été reporté de 3 mois.

8 Réunions tenues sur la problématique hommes-femmes dans le domaine électoral entre les candidates et des organismes issus de la société civile

Au moyen de :

50 Activités de sensibilisation organisées dans les 9 centres multimédias

1 Campagne de communication d'une semaine tenue à Port-au-Prince sur la réconciliation, le dialogue politique, le règlement des différends, la Journée mondiale de la liberté de la presse, la Journée internationale de la paix et la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies

39 Contenus Web

2 Tribunes libres publiées dans la presse écrite locale

1 Bulletin thématique spécial sur les élections présidentielle et parlementaire

- 2 Conférences de presse sur la Journée internationale de la paix et la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies
- 48 Conférences de presse hebdomadaires
- 45 Entrevues accordées aux médias par le Représentant spécial du Secrétaire général
- 371 Diffusion de programmes radiophoniques sur les affaires courantes (246) et sur l'action humanitaire (125)

Réalisation escomptée 1.2 : Renforcement des institutions démocratiques nationales et locales

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Adoption, par l'Assemblée nationale, d'une loi sur l'autonomie financière et les obligations des administrations locales ainsi que sur la réforme des impôts locaux	La loi n'a pas encore été présentée par le Gouvernement haïtien.
Adoption par l'Assemblée nationale d'une recommandation visant à réviser la Constitution pour favoriser la décentralisation	Objectif atteint; le 9 mai 2011, l'Assemblée a adopté la loi sur les amendements constitutionnels; toutefois, en juin 2011, le Président a annulé le décret publié par l'ancien Président qui promulguait les amendements et a annoncé que la Constitution de 1987 restait en vigueur.
Présentation à l'Assemblée nationale d'un projet de statut de la fonction publique sensible à la problématique hommes-femmes dans le cadre de la réforme de l'administration publique et de la décentralisation	Objectif atteint; le 9 mai 2011, l'Assemblée a adopté la loi sur les amendements constitutionnels, qui incluait un quota « d'au moins 30 % de femmes aux postes de responsabilité dans la fonction publique, à tous les niveaux »; toutefois, en juin 2011, le Président a annulé le décret publié par l'ancien Président qui promulguait les amendements et a annoncé que la Constitution de 1987 restait en vigueur.
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>
Prestation de conseils à 17 commissions parlementaires, au moyen de réunions mensuelles, en vue de la réalisation du calendrier parlementaire, notamment pour ce qui est de l'adoption de lois relatives à la réforme de l'État	Non Le produit n'a pas été exécuté du fait que les commissions parlementaires n'ont tenu aucune réunion.
Tenue de réunions hebdomadaires avec le Conseil électoral provisoire ainsi qu'avec les responsables des administrations et ministères compétents en vue de donner des conseils et de fournir une assistance technique spécialisée en matière de coordination des aspects techniques, logistiques et sécuritaires des élections	Oui Des réunions hebdomadaires de la Table de pilotage ont été tenues, sous la présidence du Conseil électoral provisoire, au cours de la période électorale.

Tenue de 2 réunions d'ordre politique et technique par mois avec les représentants des pouvoirs publics, des organisations internationales et des bailleurs d'aide aux fins de la coordination de l'assistance internationale aux élections

Missions de bons offices auprès des présidents de la Chambre des députés et du Sénat et prestation, chaque mois, de conseils à ces deux personnalités en vue de favoriser le consensus entre les partis politiques, d'améliorer l'efficacité des procédures législatives, de faire appliquer le règlement intérieur et de puiser dans les pratiques optimales des parlements d'autres pays

Prestation de conseils et d'une assistance technique au Parlement au moyen de 2 réunions thématiques entre les parlementaires et les bailleurs d'aide, les organisations non gouvernementales nationales et internationales ainsi que les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, l'objet étant de favoriser la concertation sur la réforme et l'action des pouvoirs publics

Organisation de 3 ateliers de renforcement des capacités à l'intention de 100 représentants d'organismes issus de la société civile, ainsi que de 4 stages de formation à l'intention de 350 personnes, en vue de favoriser la participation des femmes à la vie politique

Prestation, chaque mois, de conseils et d'un appui technique au Ministère de la condition féminine et des droits des femmes, aux organismes issus de la société civile et au Parlement, en vue d'élaborer et d'exécuter le plan d'action du Ministère dans les 10 départements et de préconiser une révision de la Constitution pour garantir l'égalité des sexes et une représentation des femmes à hauteur de 30 % au moins, comme l'a recommandé l'Assemblée nationale

Organisation, chaque mois, d'activités d'information et de communication pour aider le Gouvernement à consolider la gouvernance démocratique et la participation aux élections, tout comme la participation des femmes à la vie politique, au moyen de manifestations organisées à l'intention des médias à l'occasion de la célébration

Oui Tenue de réunions du Comité de pilotage coprésidées par la MINUSTAH et le PNUD, pendant la période électorale

Oui Grâce à la tenue de réunions hebdomadaires avec les présidents de la Chambre des députés et du Sénat et des députés de différents partis politiques, en vue de faciliter le dialogue et le compromis

En outre :

Tenue de réunions hebdomadaires avec des parlementaires sur la réforme constitutionnelle, de janvier à mai 2011

Oui Grâce à un stage de formation initiale de 3 jours et une réunion thématique organisés par la MINUSTAH et l'Agency for International Development des États-Unis (USAID), pour la nouvelle législature, à l'occasion desquels les parlementaires ont été informés de l'action des pouvoirs publics, tant à l'échelon national que local, ainsi que des réformes en instance.

3 Ateliers de renforcement des capacités sur le leadership, la communication et l'action militante des femmes ont été organisés à l'intention de 150 hommes et femmes issus d'organisations de la société civile, dont des organisations féminines.

4 Stages de formation à la problématique hommes-femmes ont été organisés à l'intention de 350 personnes, dont des candidates aux élections parlementaires et leurs représentants.

Oui Grâce à des réunions mensuelles avec le Ministère de la condition féminine et des droits des femmes et à d'autres réunions préconisant l'adoption rapide de l'amendement constitutionnel prévoyant une participation féminine de 30 % au moins aux processus décisionnels à tous les échelons

60 Activités de communication ont été organisées.

9 Séances de formation ont été organisées sur la participation des femmes à la vie politique.

Inauguration d'un centre multimédias au Karibe Convention Centre pour accueillir et informer les médias nationaux et internationaux couvrant le processus électoral.

de Journées des Nations Unies, d'ateliers de travail, de 3 stages de formation dans chacun des centres multimédias, de publications et d'activités liées aux centres multimédias, d'émissions de la radio de la MINUSTAH en ondes FM et d'émissions diffusées sur les chaînes de radio et de télévision nationales destinées à sensibiliser la population haïtienne, y compris la diaspora (3 messages régulièrement radiodiffusés, 6 émissions spéciales radiodiffusées sur l'ensemble du territoire, 2 documentaires radio et 3 émissions de télévision), ainsi que de 5 articles de presse, 2 conférences de presse par département, 50 000 dépliants, 115 affiches et 1 008 banderoles

Prestation d'un appui aux autorités électorales en vue de l'organisation et de la tenue de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2010, ainsi que des élections locales de 2011, et, à cet effet, prestation de conseils et d'un appui technique en matière de planification, de budgétisation, d'approvisionnement, de logistique, de formation, de procédures électorales, de sécurité, d'information et de sensibilisation des électeurs, et plus particulièrement des électrices

Organisation de 3 forums nationaux, en coopération avec le Conseil électoral provisoire, à l'intention des candidats aux élections, des représentants des partis politiques, de la société civile et des organisations féminines, des médias et des autorités locales, en vue de débattre de questions en rapport avec la préparation des élections et la révision des listes électorales

Prestation d'un soutien opérationnel et logistique aux autorités locales en vue d'assurer la protection des 10 000 bureaux de vote ainsi que la distribution et le ramassage des bulletins de vote et d'autres fournitures électorales sur l'ensemble du territoire

Coordination de l'assistance internationale aux élections, notamment par la coprésidence des réunions de l'Équipe spéciale de haut niveau chargée des questions électorales et la participation à d'autres groupes de coordination tels que la Table sectorielle, le Comité de pilotage et la Table de pilotage

Coordination des tâches en matière de sécurité et prestation d'une assistance technique et d'un soutien logistique à la Police nationale d'Haïti et à la garde électorale, afin de garantir la sûreté et la sécurité lors du déroulement des élections

- 20 Programmes de télévision diffusés sur les élections et la sécurité
- 5 Articles publiés dans les bulletins d'information
- 8 Conférences de presse ont été tenues.
- 75 Entretiens accordés aux médias par le Représentant spécial du Secrétaire général
- 66 Émissions radiodiffusées, dont 40 sur des débats entre candidats aux législatives, 5 émissions d'une journée sur la tenue des élections et leurs résultats, 13 sur la sensibilisation aux élections et 8 émissions spéciales
- 19 Messages sur la sensibilisation aux élections ont été régulièrement radiodiffusés.
- Oui Grâce aux réunions tenues, selon que de besoin, avec le Groupe d'assistance électorale, le Centre commun pour l'appui électoral, le Centre commun départemental pour l'appui électoral et la Table de pilotage (avec une fréquence accrue immédiatement avant et après les élections)
- 2 Forums organisés avec les autorités nationales et la société civile sur la préparation des élections; un troisième forum a été organisé, puis annulé par le Conseil électoral provisoire.
- Oui Grâce à la distribution et au ramassage du matériel électoral à caractère sensible ou non dans les bureaux de vote
- Oui Élections de la Table sectorielle coprésidées par le Représentant spécial du Secrétaire général et le Président du Conseil électoral provisoire; réunions du Comité de pilotage coprésidées par la MINUSTAH et le PNUD
- Oui Par la prestation d'une assistance dans les postes de sécurité statiques avant, pendant et après les premier et second tours des élections présidentielle et législatives; et par la formation de 4 200 gardes de sécurité électorale

Réalisation escomptée 1.3 : Consolidation de l'autorité de l'État sur tout le territoire

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Adoption en 2010/11, par au moins 110 des 140 communes, d'un budget destiné à améliorer la prestation des services de base, par rapport à 70 communes en 2009/10 et à 40 en 2008/09

Objectif atteint; chacune des 140 communes a adopté un budget.

Entrée en activité de 8 commissions départementales de contrôle des frontières, par rapport à 7 commissions en 2009/10 et 4 en 2008/09

2 départements (Nord-Est et Sud-Ouest) ont mis en place des commissions de contrôle des frontières, afin de faciliter le dialogue entre Haïti et la République dominicaine. Les tentatives faites pour mettre en place des commissions de gestion des frontières se sont soldées par un échec, en raison essentiellement du manque de moyens institutionnels et de la décentralisation des processus décisionnels.

Contrôle aux frontières, y compris dans les aéroports internationaux, d'au moins 9 000 enfants par la Brigade de la protection des mineurs de la Police nationale d'Haïti afin de détecter d'éventuels cas de traite d'enfants en 2010/11 (6 000 cas en 2009/10)

Objectif atteint; 17 000 enfants ont été soumis à un contrôle de sécurité par la Brigade de la protection des mineurs, dont 9 000 aux postes frontières et 8 000 dans les aéroports.

Adoption de la réforme des impôts locaux afin d'augmenter les revenus des collectivités territoriales

La loi relative à la réforme des impôts locaux n'a pas encore été rédigée, mais les efforts se poursuivent pour veiller à ce que les autorités locales appliquent les lois existantes sur les impôts locaux de façon à accroître les recettes fiscales.

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre

Observations

Prestation d'un appui technique au Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales pour l'aider à mettre en œuvre la décentralisation budgétaire et la réforme des finances publiques et à améliorer le fonctionnement des collectivités locales

Oui Grâce à la prestation d'un appui technique quotidien (par téléphone et courriel) au personnel du Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales; et à l'organisation de 4 ateliers à l'intention de 1 442 représentants des collectivités locales dans tout le pays sur la préparation des budgets municipaux pour la période 2010/11

Prestation d'une assistance technique à 192 experts-comptables et receveurs du secteur public, une large place étant faite aux fonctionnaires de sexe féminin, de façon à renforcer les moyens dont les 140 communes disposent pour planifier et exécuter leurs budgets, percevoir les recettes publiques, gérer des projets, administrer les ressources humaines et fournir des services de base

Oui Grâce à l'organisation de 2 stages de formation de 20 jours à l'intention de 140 experts-comptables au niveau municipal; et à la prestation de conseils techniques (par téléphone ou à l'occasion de réunions) sur l'exécution du budget et le recouvrement des impôts municipaux à l'intention de 42 contrôleurs financiers au niveau de l'arrondissement et de 10 contrôleurs financiers départementaux

Prestation d'une assistance technique spécialisée quotidienne et d'un soutien logistique provisoire, notamment mise à disposition de matériels et de 30 conteneurs préfabriqués, en vue de doter 22 communes de locaux temporaires à usage de bureaux pour qu'elles puissent programmer et mettre en œuvre la stratégie nationale de réinstallation des personnes déplacées

Organisation, à l'intention des collectivités locales, de 1 stage de formation de formateurs et de 10 ateliers de formation portant sur l'égalité des sexes et la gouvernance, l'objet étant d'accroître la représentation des femmes dans les administrations locales, et de 20 séminaires portant sur la décentralisation administrative et budgétaire, la transparence et la responsabilisation, à l'intention des collectivités locales ainsi que de représentants de la société civile et d'organisations féminines

Exécution de 180 projets à effet rapide destinés à aider les administrations publiques de chacun des 10 départements à créer des emplois, améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables, particulièrement des communes touchées par le séisme, intensifier le contrôle des frontières, renforcer les capacités des fonctionnaires des collectivités locales et améliorer la prestation de services de base, spécialement dans les régions de réinstallation des personnes déplacées

Prestation d'une assistance technique aux 10 délégations départementales et aux 42 vice-délégations départementales en vue de renforcer leur capacité

Prestation, chaque semaine, d'un appui et d'une assistance techniques aux pouvoirs publics en vue l'élaboration et de l'exécution d'une stratégie de contrôle des frontières et afin d'améliorer la supervision des agents chargés de ce contrôle et de mettre en place de façon viable 10 commissions départementales de contrôle des frontières, dont certaines pourront compter parmi leurs membres des responsables dominicains; et organisation de campagnes d'information multimédias destinées à sensibiliser les personnes auxquelles s'adressent les services frontaliers

Prestation d'un appui technique aux autorités départementales, l'objet étant de renforcer leurs capacités en matière de planification et de coordination de services sociaux de base

Oui Grâce à la prestation d'une assistance technique spécialisée et à la fourniture de 24 conteneurs préfabriqués à 5 communes touchées par le séisme, ce qui a permis à celles-ci de reprendre leurs opérations normales et de porter assistance à la population.

Non Le projet n'a pas été exécuté en raison d'un recentrage des priorités sur des activités électorales, étant donné la longueur de la période électorale.

229 Projets exécutés dans 10 départements, dont 182 portant sur la mise en place d'infrastructures publiques ou la prestation de services de base, 33 sur les conditions de vie et la création d'emplois en faveur des groupes les plus vulnérables et 14 sur la formation et le renforcement des capacités, dont 36 % visaient les régions les plus touchées par le séisme et la réinstallation des personnes déplacées.

Oui Grâce au soutien apporté au Ministère de l'intérieur pour renforcer les capacités des délégations départementales et des vice-délégations

Non Le projet n'a pas été exécuté en raison des défis à relever depuis le séisme, et de la longue période électorale, avec pour conséquence la formation retardée du Gouvernement.

La MINUSTAH a participé à des réunions avec des responsables d'Haïti et de la République dominicaine afin de les sensibiliser à la nécessité d'une politique énergique en matière de gestion des frontières. Au niveau régional, les départements du Nord-Est et du Sud-Ouest ont mis en place des commissions de contrôle des frontières afin de faciliter le dialogue entre Haïti et la République dominicaine.

Oui Grâce à l'organisation conjointe de 10 séances de travail entre le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la planification, qui ont débouché sur l'élaboration d'un projet de planification et de développement territorial, ainsi qu'à un projet d'appui logistique.

Prestation d'un appui technique à l'Institut du bien-être social et de la recherche (IBESR) du Ministère des affaires sociales et du travail et à la Brigade de la protection des mineurs de la Police nationale d'Haïti pour qu'ils puissent lutter contre la traite des enfants et l'affiliation d'enfants à des groupes armés et criminels et, à cet effet, établissement de cartes; formulation de politiques; et création de bases de données en vue de la collecte systématique de données sur la traite des enfants

Organisation de 30 tables rondes et séminaires sur la décentralisation, la comptabilité publique, les questions financières et le contrôle de la gestion dans les administrations publiques locales; lancement de campagnes d'information multimédias destinées à sensibiliser les bénéficiaires de services publics

Oui Des missions de terrain conjointes ont été organisées à Belladere, Ouanaminthe et Malpasse. En outre, le premier d'une série d'ateliers visant à établir une cartographie des activités de traite des enfants et à améliorer la collaboration entre les parties prenantes a été tenu.

41 Tables rondes et séminaires sur la décentralisation et le renforcement du contrôle des finances publiques, dont 8 séminaires spécifiques sur la décentralisation. Aucune campagne d'information multimédia n'a été lancée.

Composante 2 : sécurité, ordre public et renforcement de l'état de droit

26. Au cours de l'exercice considéré, la MINUSTAH a contribué, avec le Gouvernement haïtien, à maintenir un climat de sécurité, à poursuivre le développement et la réforme de la Police nationale, et à renforcer les systèmes judiciaire et pénitentiaire. Pendant la période électorale, la MINUSTAH a fourni un appui opérationnel à la Police nationale, notamment en assurant la sécurité des bureaux de vote dans tout le pays, ce qui a permis de créer un climat de sécurité. Elle a aussi mené des opérations conjointes avec la Police nationale dans des camps de déplacés et des zones sensibles, et a également collaboré avec des partenaires humanitaires afin de garantir que les distributions de nourriture dans les principaux camps se fassent en bon ordre et en toute sécurité. Des locaux destinés à être partagés entre la Police nationale et la Police des Nations Unies ont été construits dans certains des principaux camps. Le financement de la construction d'installations séparées pour les cas de sévices sexuels et de violences sexistes dans ces camps a été approuvé. Ces installations étaient sur le point d'être achevées à la fin de l'exercice. Les programmes de lutte contre la violence de quartier conduits par la Mission ont également contribué à renforcer la sensibilisation de la population à ces problèmes, et ont permis de lancer des activités génératrices de revenus dans des zones ciblées sujettes à la criminalité. Des opérations spéciales menées avec la Police nationale ont en outre permis l'arrestation de nombreux membres de gangs. En ce qui concerne le renforcement de la Police nationale, la colocalisation avec les gardes-côtes haïtiens a permis de mieux surveiller les eaux côtières, et l'encadrement pédagogique en matière de principes de police de proximité fourni à la Police nationale a conduit celle-ci à accroître sa visibilité sur la voie publique.

27. La fourniture de conseils techniques aux autorités judiciaires et pénitentiaires ainsi qu'aux institutions chargées de faire respecter l'état de droit a permis d'élaborer un projet de code de procédure pénale ainsi que des propositions concernant la normalisation des dossiers judiciaires, et d'aider à formuler des politiques en matière de sécurité du personnel pénitentiaire, de soins de santé aux détenus et d'infrastructures pénitentiaires. Les progrès réalisés par les autres initiatives visant à renforcer l'état de droit ont été limités en raison de la

prolongation du cycle électoral ainsi que du blocage du Conseil supérieur de la magistrature, la nomination du Président de la Cour de cassation, qui est également le Président du Conseil, étant toujours pendante à la fin de l'exercice.

Réalisation escomptée 2.1 : Instauration d'un climat sûr et stable en Haïti

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Diminution de 40 % du nombre des enlèvements signalés à Port-au-Prince pendant l'exercice 2010/11, contre 57 enlèvements signalés en 2009/10 et 130 enlèvements signalés en 2008/09	156 cas d'enlèvements ont été enregistrés, dont 120 dans la région de Port-au-Prince.
Inscription au registre des armes par la Police nationale de 10 000 armes en 2010/11, contre 404 en 2009/10 et 2 477 en 2008/09	Le programme d'enregistrement, par la Police nationale, des armes détenues par des civils a repris en novembre 2010, après avoir été interrompu en raison du tremblement de terre. L'enregistrement des armes a été lent, en raison de retards dans l'acquisition du matériel nécessaire et du manque d'installations adéquates.
Augmentation du nombre de patrouilles conjointes menées par la Police nationale et la Police des Nations Unies en 2010/11 : 16 000 dans les zones touchées par la violence contre 15 000 en 2009/10 et 17 250 dans les camps de déplacés, contre 3 660 en 2009/10, et contre 11 486 patrouilles conjointes effectuées en 2008/09	Objectif atteint; 16 060 patrouilles conjointes ont été effectuées dans les zones touchées par la violence et 22 995 patrouilles dans les camps de déplacés. Le dépassement du nombre prévu de patrouilles dans les camps de déplacés est imputable à l'inclusion d'un camp supplémentaire dans le programme.
Augmentation du nombre de chefs de bande arrêtés par la police (26 arrestations en 2010/11, contre 8 en 2008/09 et 10 en 2009/10)	Objectif atteint; 56 membres de bande ont été arrêtés à la suite de 37 opérations spéciales conjointes.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Dans le cadre de leurs opérations quotidiennes, les agents de la Police des Nations Unies et le personnel des unités de police constituées mèneront des patrouilles conjointes avec la Police nationale, de façon à établir une présence policière permanente dans les 6 plus grands camps de déplacés, et mettront en place 3 équipes mobiles conjointes composées d'agents de la Police des Nations Unies et de la Police nationale, qui mèneront des patrouilles inopinées dans d'autres camps	Oui	La Police des Nations Unies a assuré une présence régulière dans les camps de déplacés, avec une présence jour et nuit, 7 jours sur 7, dans les 6 plus grands camps et des patrouilles intermittentes dans les camps plus petits. 3 équipes mobiles (composées uniquement d'agents de Police des Nations Unies) de 20 agents chacune ont été mises en place et ont assuré par roulement une présence policière dans 78 camps auxiliaires.
Dans le cadre de leurs opérations quotidiennes, les membres des contingents et de la Police des Nations Unies veilleront à la sécurité du personnel des organisations humanitaires et leur fourniront des escortes, et amélioreront les conditions de sécurité aux points de distribution des secours	Oui	Les membres des contingents et le personnel de Police des Nations Unies ont effectué 582 missions spécialement destinées à appuyer des organisations humanitaires. Outre une présence permanente dans 7 camps de déplacés et des patrouilles à l'improviste dans plus de 24 autres camps, la composante militaire a fourni sur demande des escortes et des postes

Un soutien logistique sera fourni à la Police nationale pour lui permettre de maintenir une présence permanente dans les camps de déplacés et les secteurs sensibles, notamment grâce à la mise en place de 16 postes de commandement de la police dans les 6 camps de déplacés les plus importants, de 4 postes mobiles et de 5 postes assurant les services administratifs et d'analyse des données, qui seront dotés de locaux séparés pouvant accueillir les victimes de sévices sexuels et de violences sexistes

Dans le cadre de leurs patrouilles et de leurs opérations quotidiennes, les membres des contingents et des unités de police constituées renforceront la sécurité dans les secteurs où la criminalité est élevée, sécuriseront les sites et installations sensibles, effectueront des contrôles à des postes fixes et mobiles sur les principaux axes routiers, aux frontières et aux postes frontière, maintiendront un dispositif d'intervention rapide afin de prévenir et de décourager toute aggravation des menaces contre la sécurité, et effectueront des vols de reconnaissance et des évacuations sanitaires, des patrouilles aériennes militaires et des patrouilles aériennes conjointes avec la Police des Nations Unies et la Cellule d'analyse conjointe de la Mission.

Opérations quotidiennes des membres des contingents et de la Police des Nations Unies afin d'aider les gardes-côtes haïtiens à effectuer des patrouilles côtières; opérations hebdomadaires conjointes menées par les forces armées et la Police des Nations Unies et opérations conjointes bihebdomadaires menées par la Police des Nations Unies et la Police nationale afin d'aider celle-ci à mener des patrouilles et des opérations contre des suspects

Dans le cadre de ses opérations quotidiennes, la Police des Nations Unies aidera la Police nationale à mettre en place une surveillance policière de proximité, élaborera des plans d'activité, évaluera le comportement professionnel des policiers à l'occasion de patrouilles conjointes et dans le cadre de la colocalisation dans les 64 principaux postes de police, mènera des patrouilles aux frontières et mettra en place des postes fixes de contrôle à 4 points de passage de la frontière.

de sécurité statiques aux missions d'aide humanitaire et de relèvement.

Oui L'objectif a été atteint grâce à la mise en place de postes de police préfabriqués dans 4 des principaux camps de déplacés et d'autres locaux dans d'autres camps, que ce soit sous tente, dans des locaux partagés avec un commissariat voisin et/ou un bâtiment existant à proximité du camp, en raison des contraintes d'espace et/ou de litiges fonciers non réglés.

Aucun poste mobile ni poste d'analyse n'a été établi.

Oui L'objectif a été atteint grâce à la fourniture de 1 226 639 jours-homme de patrouille mobile d'appui aux élections et de patrouilles régulières; de 302 682 jours-homme de garde en site fixe pour assurer la sécurité des installations vitales de l'ONU; de 329 637 jours-homme de garde en site fixe pour surveiller la frontière avec la République dominicaine et différents points de contrôle et points statiques; et 208 415 jours-homme de capacité de réaction rapide afin de décourager toute aggravation des menaces contre la sécurité.

Oui L'objectif a été atteint grâce à la fourniture de 4 222 heures de patrouille maritime conjointe avec la Police nationale et les gardes-côtes haïtiens, pour 130 jours de patrouille côtière conjointe au total.

Oui L'objectif a été atteint grâce à la conduite de patrouilles conjointes pédestres et motorisées et à la colocalisation avec la Police nationale dans 50 postes de police, ainsi qu'à la conduite de patrouilles frontalières et à la tenue de postes fixes de contrôle à 4 points de passage de la frontière.

Dans le cadre de leurs opérations bihebdomadaires, la Police des Nations Unies et les membres des unités de police constituées aideront la Police nationale à identifier et arrêter des chefs de bande et des fugitifs; dans le cadre de leurs opérations quotidiennes, les groupes d'intervention formeront les membres de la Police nationale à la conduite d'opérations spéciales.

La Police des Nations Unies effectuera des sorties hebdomadaires de patrouille aérienne et fournira un appui opérationnel à la Police nationale dans le cadre de missions de reconnaissance aérienne, d'opérations de lutte contre la drogue et de transport de détenus et de marchandises saisies et élaborera des directives générales pour la destruction des stupéfiants saisis.

La Police des Nations Unies et les membres des contingents fourniront quotidiennement un appui opérationnel à la Police nationale pendant les mois précédant les élections de novembre 2010 pour faire en sorte que celles-ci se déroulent dans un climat de sécurité et pour mettre en place 10 000 bureaux de vote dans tout le pays et y améliorer les conditions de sécurité.

Fourniture quotidienne d'un appui technique et logistique aux ministères et administrations locales en vue de la mise au point et de l'exécution d'au moins 43 programmes de lutte contre la violence de quartier visant à créer des emplois, fournir une aide juridique, créer des possibilités socioéconomiques et fournir un soutien psychosocial à au moins 50 000 personnes, dont des prisonniers, des jeunes à risque ou liés à des groupes armés et à des enfants et des femmes touchés par la violence dans les 14 secteurs classés à risque par le Gouvernement; organisation de 4 activités d'évaluation des besoins et de réparation à l'intention des dirigeants locaux, des représentants de la jeunesse, des organisations de femmes et des autorités locales de ces secteurs

Oui À la fin de l'exercice, des opérations de police conjointes avaient abouti à l'arrestation ou à la mort de 56 membres de bandes.

Non Les patrouilles aériennes hebdomadaires prévues n'ont pas été effectuées.

Toutefois, un appui aérien a été fourni à la Police nationale, sur sa demande et lorsque cela était faisable, pour déployer des ressources dans des zones reculées et des îles côtières, et pour mener des reconnaissances aériennes en préparation d'opérations de ratissage dans des zones sensibles.

Oui La sécurité a été garantie dans les bureaux de vote, les bulletins de vote ont été gardés et transportés aux sites de traitement; 5 540 jours-homme en site fixe ont été fournis à 277 centres de vote; et 8 050 jours-homme de patrouille mobile et 3 950 jours-homme de force de réaction rapide ont été fournis pendant la période de 5 jours du déroulement des élections.

Oui Le produit a été exécuté par la mise en œuvre toujours en cours de 54 projets (sur un total de 63) de formation professionnelle et de placement pour 1 110 jeunes à risque; par la fourniture d'un appui sanitaire et psychosocial à 2 333 femmes, d'un appui à la prévention de l'abus de drogues et d'alcool à 3 000 jeunes (notamment grâce à la formation de 550 jeunes moniteurs), d'une aide à la réparation des infrastructures de 3 prisons, d'un appui psychosocial et éducatif à des mineurs en délicatesse avec la justice, à la construction de 3 centres d'aide juridique, d'un appui à l'aide juridique fournie par le Consortium international pour l'aide juridique et l'Association du barreau de Port-au-Prince pour 12 avocats intervenant dans 6 000 affaires liées à des questions d'état civil, de détention provisoire ainsi que de sévices sexuels et de violences sexistes; et par la création de 30 000 emplois de courte durée pour des jeunes à risque dans le cadre de 26 projets environnementaux à forte intensité de main-d'œuvre.

Organisation d'au moins 30 activités de sensibilisation et de mobilisation sociale, dont 20 séminaires, à l'intention des groupes vulnérables dans les secteurs marqués par la violence, afin de promouvoir une culture de paix et de faire mieux connaître le problème des sévices sexuels et de la violence sexiste, en passant par la presse écrite et audiovisuelle, notamment en diffusant 15 annonces radiophoniques, 15 émissions radiophoniques et 12 émissions télévisées

Fourniture hebdomadaire d'un soutien logistique et technique au Ministère de la justice et de la sécurité publique et à la Police nationale afin de renforcer les capacités de leurs groupes respectifs consacrés à la problématique hommes-femmes, maintenance d'un système de collecte de données sur les sévices sexuels et la violence sexiste, élaboration de directives générales visant à prévenir les sévices sexuels et les violences sexistes et y faire face, organisation d'un atelier sur les mesures que doivent prendre les policiers face à ces violences, et construction, dans 10 postes de police du département de l'Ouest, de locaux complètement équipés pour offrir un soutien aux victimes de telles violences

Fourniture hebdomadaire de conseils et d'un appui technique au Ministère de la condition féminine et des droits des femmes en vue de l'élaboration de politiques destinées à mettre fin aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité des femmes et des filles aux sévices sexuels et à la violence sexiste

Activités de sensibilisation aux sévices sexuels et à la violence sexiste, aux questions relatives à la protection des mineurs et au rôle de la Brigade de protection des mineurs de la Police nationale, en recourant à des organes de la presse écrite et des stations de radiodiffusion et à l'occasion d'ateliers dans des centres multimédias

20 Séminaires et activités de sensibilisation à la prévention de l'abus de drogues et d'alcool, à la prévention des sévices sexuels et des violences sexistes, à l'atténuation des risques liés aux catastrophes, à la prévention du choléra, ainsi qu'à la non-violence et la médiation des conflits

46 Annonces radiophoniques

29 Émissions radiophoniques

17 Émissions télévisées

Oui Objectif atteint grâce à l'achèvement d'un plan triennal d'action stratégique, y compris un projet de création d'un Bureau de coordination nationale de l'égalité hommes-femmes et des affaires féminines au sein de la Police nationale; à la création d'une base de données sur les sévices sexuels et la violence sexiste; à l'élaboration, par la Police des Nations Unies, de procédures opérationnelles normalisées; à la mise en place de centres d'accueil mobiles, d'ores et déjà opérationnels dans 3 camps de déplacés et prêts à être installés dans 13 postes de police, pour aider les victimes de sévices sexuels ou de violences sexistes

Oui Des conseils et un appui technique ont été fournis pour l'élaboration d'un plan d'action national de lutte contre les sévices sexuels et les violences sexistes et pour la mise en œuvre d'un programme de formation visant à renforcer la capacité des policiers des Nations Unies à traiter les affaires de ce type.

27 Activités de sensibilisation

1 Projet de sensibilisation (d'une durée de 1 mois) sur « Les Femmes en action » dans 9 centres multimédias

27 Activités multimédias sur les droits des enfants, et 9 débats sur l'emploi des enfants aux travaux domestiques

33 000 Brochures

4 500 Autocollants

2 Annonces radiophoniques diffusées sur 18 stations

Célébration de la Journée mondiale de l'enfance dans 9 centres multimédias

	29	Articles publiés sur le Web
		Bulletins hebdomadaires sur des sujets d'intérêt régional
	5	Activités de sensibilisation sur le rôle de la Brigade de protection des mineurs de la Police nationale
	17	Émissions télévisées sur la réduction de la violence communautaire
	2	Conférences de presse sur le renforcement de la présence d'agents de la Police des Nations Unies et de membres des contingents dans les camps de déplacés pour s'attaquer au problème des sévices sexuels et des violences sexistes et aux questions de protection de l'enfance
	6	Annonces dans les médias de service public sur les sévices sexuels et les violences sexistes
	3	Émissions radiodiffusées sur les droits des enfants et des femmes
	40	Annonces dans les médias de service public sur les droits des enfants et des femmes et sur la prévention de la violence à l'encontre des filles et des femmes
Organisation d'ateliers sur la protection de l'enfance à l'intention de 400 agents de la Police nationale participant à la surveillance policière de proximité	Non	Le départ du responsable de la formation au sein de la Police nationale a empêché la réalisation du produit prévu.
En coopération avec l'UNICEF, fourniture d'un appui logistique temporaire à la Brigade de protection des mineurs de la Police nationale et à l'Institut pour l'aide et la recherche sociales en vue de la création, dans des secteurs touchés par le séisme, de 5 bureaux communs spécialisés dans la protection des enfants	Oui	5 bureaux communs ont été créés.
En réponse aux violations des droits des enfants, 12 missions d'évaluation et de protection conjointes du Gouvernement et de l'ONU	12	Missions d'évaluation et de protection conjointes

Réalisation escomptée 2.2 : Progrès sur la voie de la réforme et de la réorganisation de la Police nationale haïtienne

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Augmentation du nombre d'agents de la Police nationale haïtienne (dont 10 % de femmes) assermentés : 11 000 en 2010/11, contre 9 409 (dont 7,5 % de femmes) en 2009/10 et 8 062 (dont 7,0 % de femmes) en 2008/09

Au 30 juin 2011, on comptait 10 001 agents en activité, dont 7,8 % de femmes.

Déploiement de la police judiciaire dans 10 départements en 2010/11, contre 7 en 2009/10 et 4 en 2008/09

59 agents des services départementaux de police judiciaire ont été déployés dans les 10 départements.

Augmentation du nombre de départements dans lesquels les gardes-côtes haïtiens sont opérationnels, qui doit passer de 2 en 2009/10 et 2008/09 à 4 en 2010/11

Les gardes-côtes haïtiens sont opérationnels dans 2 départements (Nord et Ouest); la construction de la base maritime des Cayes est en cours, et les plans d'une base maritime dans le département du Nord-Ouest sont en attente de l'approbation de la Police nationale.

Augmentation du nombre de départements dans lesquels les unités de la Police nationale chargées des opérations spéciales et du maintien de l'ordre sont opérationnelles, qui doit passer de 7 en 2009/10 et 5 en 2008/09 à 10 en 2010/11

L'objectif a été atteint : avec la décentralisation de ses structures, la Police nationale comprend actuellement diverses unités spécialisées de maintien de l'ordre dans chacun des 10 départements haïtiens.

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre

Observations

Fourniture quotidienne de conseils et d'une assistance technique au Directeur général et aux hauts responsables de la Police nationale afin de les aider à mettre en œuvre le programme de réforme de la Police nationale de 2006 et à faire face aux besoins et problèmes nouveaux qui sont apparus après le séisme

Oui L'objectif a été atteint par l'organisation de réunions quotidiennes avec leurs homologues de la Police nationale et de réunions hebdomadaires et/ou bimensuelles de coordination avec le Ministre de la justice et de la sécurité publique et le Secrétaire d'État à la sécurité publique ainsi que le Directeur général et l'Inspecteur général de la Police nationale.

Fourniture quotidienne de conseils et d'une assistance technique à la Police nationale afin de l'aider à vérifier les antécédents des candidats, à certifier des policiers, à former 1 700 nouvelles recrues (notamment grâce à un stage de formation pratique de 3 mois), mettre à niveau les compétences de 1 200 policiers grâce à un encadrement sur le terrain et organiser la formation d'unités de forces spéciales et de maintien de l'ordre et de la police judiciaire, notamment en offrant à 34 fonctionnaires de police une formation en matière de balistique, d'analyse d'empreintes digitales et de toxicologie

Oui Sur les 913 nouvelles recrues de la vingt-deuxième promotion de la Police nationale, 877 ont terminé leur formation et leurs antécédents ont été vérifiés.

Le produit est inférieur aux prévisions en raison du retard pris pour entamer la formation de base de la Police nationale à cause du séisme de 2010, ainsi que des capacités logistiques limitées de l'école de police formant les nouvelles recrues.

Fourniture hebdomadaire de conseils et d'une assistance technique au Ministère de la justice et de la sécurité publique et à la Police nationale dans le cadre de la mise en place d'une Direction de la police de la mer, de l'air, des frontières, des ports et aéroports, des migrations et des forêts

Fourniture hebdomadaire de conseils et d'une assistance technique au Ministère de la justice et de la sécurité publique et à la Police nationale afin de leur permettre de continuer de compléter et de tenir à jour un registre des permis de détention d'armes et d'armes à feu, de mettre à jour la législation en vigueur sur les importations et la possession d'armes et d'armes à feu, et d'organiser des campagnes d'information sur l'enregistrement des armes à feu

Fourniture hebdomadaire de conseils et d'une assistance technique au Ministère de la justice et de la sécurité publique et à la Police nationale pour les aider à mettre en place un mécanisme de communication de l'information sur les sévices sexuels et les violences sexistes, à venir en aide aux victimes de telles violences, à appliquer la résolution 1820 (2008) du Conseil de sécurité sur la violence sexuelle et les femmes en période de conflit armé et après les conflits, à créer un programme de formation sur la problématique de l'égalité des sexes à l'intention des nouveaux policiers et à organiser 2 ateliers sur ce thème à l'intention de 30 formateurs de la Police nationale et 5 ateliers à l'intention de 90 policiers et 60 officiers de justice de la Police nationale

Oui L'objectif a été atteint grâce à des échanges suivis avec les représentants de la Police nationale et à la soumission à la direction de la Police nationale de projets de plans portant sur l'organisation, le personnel, la logistique, l'administration et les opérations, qui sont en attente d'approbation.

Oui Après avoir été interrompu à la suite du séisme, le programme d'enregistrement des armes détenues par des particuliers a repris en novembre 2010; une assistance technique a été fournie pour l'entretien de la base de données et pour le contrôle, le classement et l'entreposage des armes.

Non La Police nationale n'a pas encore établi de procédure d'enregistrement des sévices sexuels et des violences sexistes, mais la Police des Nations Unies a lancé des plans visant à la former aux procédures d'établissement de rapports et de conservation de données, y compris dans les cas de sévices sexuels et de violences sexistes.

Des conseils et une assistance technique ont été fournis par les coordonnateurs de la Police des Nations Unies pour les questions relatives à l'égalité des sexes dans 9 départements; des « bureaux de déclaration d'incident » séparés ont été mis en place dans les commissariats de la Police nationale pour renforcer la confidentialité dont bénéficient les victimes de sévices sexuels ou de violences sexistes; une formation sur les sévices sexuels et les violences sexistes a été dispensée, en coopération avec le PNUD, aux juges de paix et à 90 agents de la Police nationale; un programme de formation d'une semaine sur les sévices sexuels et les violences sexistes a été élaboré avec des organisations non gouvernementales et la Police nationale pour être intégré au programme d'études de la prochaine promotion de policiers; et 4 ateliers de 2 jours sur la déclaration des sévices sexuels et des violences sexistes et les suites à y donner ont été organisés à l'intention de 80 agents de la Police nationale.

Organisation de 20 cours de formation concernant les droits de l'homme et les droits de l'enfant pour un total de 900 fonctionnaires de la Police nationale dans les 10 départements du pays, d'un cours spécialisé sur la protection de l'enfance à l'intention de 50 fonctionnaires de la Police nationale qui seront les coordonnateurs pour la protection de l'enfance, et fourniture d'un appui technique à la Police nationale pour lui permettre de poursuivre la mise au point de modules de formation sur la protection de l'enfance et d'organiser une formation de formateurs

Fourniture mensuelle d'un appui technique et logistique au Gouvernement pour lui permettre d'appliquer le programme national transitoire de lutte contre le VIH/sida (2010), d'offrir un cours sur la prévention du VIH/sida à 50 personnes en vue de la transmission horizontale de ces connaissances et de mener 20 séminaires d'information sur le VIH/sida et 2 ateliers à l'intention de détenus, de surveillants de prisons, de personnes déplacées et de personnes vivant avec le VIH/sida

Organisation de campagnes d'information et de sensibilisation, notamment dans la presse écrite et audiovisuelle, sur la réforme de la police afin de mieux faire comprendre à la population que le rôle

- 7 Cours de formation sur la police et les droits de l'homme ont été organisés dans 3 départements à l'intention de 204 participants (agents de la Police nationale, agents des services pénitentiaires, juges et membres d'organisations de la société civile).

Le produit réalisé est inférieur à celui prévu en raison du nombre de stagiaires de la Police nationale plus faible que prévu et de la capacité limitée de la MINUSTAH de fournir une formation aux droits de l'homme à l'intention des juges.

- 15 Cours de formation sur les questions de protection de l'enfance ont été dispensés à 890 agents de Police nationale.

Le produit réalisé est supérieur à celui prévu en raison de l'arrivée de nouvelles recrues à l'Académie de police.

Le cours de formation de formateurs sur la protection de l'enfance n'a pas été dispensé, en raison de la participation de la Police nationale à un cours sur la protection des mineurs dispensé par la France en vertu d'un accord bilatéral.

- Oui L'objectif a été atteint par l'organisation de 65 activités et ateliers de sensibilisation à la prévention et au traitement du VIH/sida ainsi qu'à la stigmatisation des personnes atteintes menés dans 9 centres multimédias et à Port-au-Prince; de 23 réunions avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida en vue de déterminer conjointement les activités à mener dans les centres d'accueil pour personnes déplacées afin de prévenir la propagation du VIH et réduire la violence à l'encontre des filles et des femmes; d'une formation sur le VIH/sida dispensée à 906 agents de la Police nationale et 538 membres de groupes de la société civile; de 1 atelier d'éducation par les pairs à l'intention de 103 éducateurs; de 849 réunions de sensibilisation au VIH/sida; et de 1 atelier à l'intention de détenus, d'agents de l'administration pénitentiaire, de personnes déplacées et de personnes vivant avec le VIH/sida.

- Oui L'objectif a été atteint par l'organisation de 62 activités de sensibilisation à l'état de droit dans 9 centres multimédias; de 4 conférences de presse sur les activités de la Police et des

de la Mission est d'aider le Gouvernement à maintenir la stabilité et procéder à la réforme des institutions chargées de l'état de droit

contingents des Nations Unies; ainsi que par la diffusion de 11 communiqués de presse portant sur les questions de sécurité; de 18 articles publiés sur le Web portant sur la réforme de la police; de bulletins hebdomadaires sur des sujets d'intérêt régional; de 30 interviews et 10 émissions radiophoniques consacrées au choléra; de 2 annonces radiodiffusées et de 5 émissions radiophoniques destinées à faire connaître le numéro d'urgence antienlèvements gratuit de la police; et de 10 émissions radiophoniques consacrées à la réforme de la Police nationale.

Réalisation escomptée 2.3 : Réforme et renforcement institutionnel des systèmes judiciaire et pénitentiaire

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

La Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti approuve des financements couvrant au moins la moitié des projets de renforcement des capacités des institutions judiciaires et des établissements pénitentiaires présentés pendant l'exercice 2010/11.

Les 4 prisons mises hors d'usage par le séisme et 1 nouvelle prison sont fonctionnelles en 2010/11.

Adoption par le Parlement d'un nouveau code pénal et d'un nouveau code de procédure pénale

Établissement du Conseil supérieur de la magistrature

Diminution du pourcentage de détenus en détention provisoire en 2011, à 60 % contre 66,9 % en 2010 (3 378 détenus), 74,9 % en 2009 (6 756 détenus) et 78,8 % en 2008 (6 528 détenus)

La Commission s'est concentrée sur les activités de relèvement (enlèvement des décombres, éducation, santé et énergie).

3 des 4 prisons, y compris le pénitencier national, sont à nouveau fonctionnelles; la quatrième n'a pas été rouverte, sur décision de la Direction de l'administration pénitentiaire. La nouvelle prison n'était pas fonctionnelle, en raison de révisions apportées aux plans initiaux, ce qui a entraîné des retards dans la construction et des contraintes opérationnelles; son ouverture est prévue à l'automne 2012.

Un projet de code de procédure pénale a été achevé, et la rédaction du nouveau code pénal est en cours. Le groupe de travail chargé de la révision du code pénal et du code de procédure pénale n'a pas achevé ses travaux.

Le Conseil supérieur de la magistrature n'était pas fonctionnel pendant la période considérée, dans l'attente de la nomination du président de la Cour de cassation.

Le pourcentage de détenus placés en détention provisoire était de 67,8 % (4 189 détenus), contre 66,9 % en 2010, principalement en raison de la capture de fugitifs évadés des prisons de Port-au-Prince.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture quotidienne de conseils et d'un appui technique au Ministère de la justice et de la sécurité publique et aux 2 commissions présidentielles en vue de la restructuration de l'Inspection judiciaire, de la mise en œuvre de réformes judiciaires, de la réforme du code pénal et du code de procédure pénale et de la création de postes relais d'administration de la justice dans 6 juridictions	Non	Le produit n'a pas été réalisé, les deux commissions présidentielles n'ayant pas été créées, en partie en raison de la prolongation de la période électorale.
Fourniture d'un soutien logistique temporaire au Ministère de la justice et de la sécurité publique afin de mettre en place 10 postes relais d'administration de la justice dans les secteurs touchés par le séisme et de permettre à d'importants départements ministériels et tribunaux dont les locaux ont été détruits par le séisme de poursuivre leurs travaux	Oui	Un soutien logistique a été fourni pour mettre en place 15 postes relais d'administration de la justice et de réparation d'infrastructures nationales et locales, notamment des bâtiments gouvernementaux et municipaux ainsi que des tribunaux.
Fourniture hebdomadaire de conseils et d'une assistance technique au Ministère de la justice et de la sécurité publique, aux autorités judiciaires aux échelons national et local et aux partenaires internationaux visant à coordonner l'aide internationale au renforcement des capacités des institutions chargées de l'état de droit, hiérarchiser les efforts faits pour renforcer l'appareil judiciaire, le système pénitentiaire et l'administration de la justice et lutter contre les crimes commis à l'encontre de mineurs, les sévices sexuels et les violences sexistes, notamment dans le cadre de réunions mensuelles entre des représentants du Ministère et des représentants des donateurs et des institutions internationales	Oui	Le produit a été réalisé par la conduite de 28 ateliers à l'intention de magistrats et d'officiers de police consacrés aux recherches sur les lieux de crime; par des propositions en vue de normaliser et reproduire des fichiers judiciaires afin d'améliorer leur accessibilité pour les magistrats; par un appui fourni à des tribunaux choisis en vue d'améliorer leurs registres et former les greffiers; par une collaboration avec divers acteurs en vue de régler les problèmes relatifs à la gestion des contrats d'approvisionnement des prisons; par la fourniture de conseils sur la réorganisation du Ministère de la justice et de la sécurité publique, plus précisément la séparation de la Direction de l'administration pénitentiaire et de la Police nationale; par des réunions de sensibilisation et des visites de travail avec des magistrats sur le thème de la justice pour mineurs; et par des activités de renforcement des capacités des bureaux d'aide légale.
Fourniture hebdomadaire d'une assistance technique au Conseil supérieur de la magistrature afin de l'aider à exercer un contrôle et à assumer son rôle d'autorité chargée de la réglementation, notamment pour ce qui est de la certification des magistrats, et à l'École de la magistrature, afin de l'aider à recruter de nouveaux magistrats et à former 360 juges, procureurs, juges de paix, commis à l'enregistrement et huissiers de justice	Oui	Le produit a été réalisé par une assistance à l'École de la magistrature en vue de la formation continue de 137 juges de paix, 12 procureurs et 40 huissiers de justice; l'assistance au Conseil supérieur de la magistrature n'a pas pu être fournie, le Conseil n'étant pas encore fonctionnel.

Fourniture hebdomadaire d'un appui technique aux autorités judiciaires afin de les aider à mettre en place des chambres judiciaires spéciales pour les crimes financiers et économiques et les enlèvements, ainsi que les sévices sexuels et les violences sexistes

Non Le produit n'a pas été réalisé, les chambres judiciaires spéciales n'ayant pas été mises en place pendant l'exercice.

Cependant, un appui technique a été fourni aux autorités judiciaires, de façon hebdomadaire ou avec une fréquence supérieure dans 8 départements, et avec une fréquence inférieure dans les 2 autres départements.

Fourniture quotidienne d'un appui technique au Ministère de la justice et de la sécurité publique et au Ministère des affaires sociales en vue de la création de centres de rééducation pour mineurs et d'un tribunal pour mineurs supplémentaire, de la formation de 25 magistrats récemment nommés et de 180 avocats, du renforcement des capacités administratives de 26 bureaux d'aide légale dans 18 juridictions, de l'élaboration d'une loi sur le système national d'aide juridictionnelle et de l'amendement du projet de loi sur l'aide juridictionnelle

Non La reconstruction du centre de rééducation pour mineurs de Delmas 33 a été achevée, mais le tribunal pour mineurs supplémentaire n'a pas été créé; une journée de formation, en coopération avec le PNUD et la juge conseillère à la défense sociale, a été fournie à 14 magistrats; 3 ateliers ont été organisés à l'intention des bureaux d'aide légale sur des questions relatives aux mineurs; un appui technique régulier a été fourni au Bureau d'aide légale dans les affaires impliquant des mineurs; et un projet de loi sur l'aide juridictionnelle contenant des dispositions concernant les mineurs a été établi.

Fourniture hebdomadaire de conseils et d'un appui technique à 700 auxiliaires de justice (procureurs, juges d'instruction, juges de première instance, juges de paix, clerks et greffiers) afin d'obtenir que l'administration judiciaire, les tribunaux et les procédures pénales fonctionnent dans la transparence et respectent le droit à une procédure régulière

Oui Une assistance et un appui technique ont été fournis aux autorités judiciaires, de façon hebdomadaire ou avec une fréquence supérieure dans 8 départements, et avec une fréquence inférieure dans les 2 autres départements.

Fourniture hebdomadaire d'un appui technique aux institutions judiciaires et à la Police nationale afin de les aider à coordonner les activités menées et les procédures suivies en matière d'arrestation et de collecte de données relatives aux arrestations et aux détentions

Oui Un appui a été fourni à la Police nationale, notamment par la distribution du Code pénal et du Code de procédure pénale haïtiens dans tous les commissariats de police des 10 départements. On a également facilité l'utilisation des rapports d'incident et des formulaires de compte rendu de garde à vue.

Fourniture hebdomadaire d'un appui technique aux agents des services de justice afin de les aider à organiser des ateliers de renforcement des capacités à l'intention de 60 huissiers de justice, greffiers et clerks

Oui Une aide a été fournie pour organiser 17 sessions de 2 jours sur le fonctionnement des greffes à l'intention de 316 participants, notamment des membres du personnel judiciaire, principalement greffiers et employés des greffes; 16 séances sur l'administration des lieux de crime à l'intention de 308 participants, notamment des policiers, des juges de paix, des procureurs et des juges; et 7 séances sur les procédures judiciaires en matière de violences sexistes à l'intention de 110 participants, notamment des policiers, des juges de paix, des procureurs et des juges.

Fourniture quotidienne de conseils et d'un appui technique aux agents de l'administration pénitentiaire afin d'évaluer et de satisfaire les besoins en matière de sécurité, d'infrastructures, de personnel et de formation, notamment en effectuant 1 250 visites dans des prisons

Oui Un appui a été fourni au personnel des prisons en matière de sécurité, de soins de santé aux détenus et d'infrastructures par le moyen de 3 035 visites dans les prisons; un appui technique a été fourni à la Direction de l'administration pénitentiaire par le moyen d'un cours de formation initiale à l'intention de 300 nouvelles recrues de l'administration pénitentiaire et de formation pour 63 greffiers.

Le produit supérieur à celui prévu est imputable au déploiement de personnel pénitentiaire supplémentaire fourni par le Gouvernement et au partage de locaux avec le personnel de la Direction de l'administration pénitentiaire.

Fourniture hebdomadaire de conseils et d'un appui technique au directeur du Département de l'administration pénitentiaire au sujet de la mise en œuvre d'un plan de développement stratégique

Oui Le produit prévu a été réalisé par le moyen de réunions régulières avec le chef de la Direction de l'administration pénitentiaire au sujet de la mise en œuvre des objectifs de développement stratégiques, et un appui a été fourni aux directeurs de la Direction sous la forme de 319 visites effectuées par des fonctionnaires pénitentiaires fournis par le Gouvernement.

Organisation d'ateliers afin d'offrir à 40 responsables d'établissement pénitentiaire, 300 nouveaux surveillants d'établissement pénitentiaire, 8 formateurs et 50 inspecteurs et responsables de l'encadrement, une formation concernant la gestion des établissements pénitentiaires, les droits des enfants et la protection de l'enfance

4 Ateliers sur la gestion des prisons ont été organisés à l'intention de 40 hauts fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, inspecteurs régionaux et inspecteurs des prisons.

1 Session de formation de formateurs sur la formation et l'administration des 300 nouvelles recrues de la Police nationale destinées à travailler pour l'administration pénitentiaire a été organisée à l'intention de 10 formateurs.

4 Ateliers sur la gestion opérationnelle ont été organisés à l'intention de 50 inspecteurs des prisons.

Fourniture quotidienne de conseils et d'un appui technique à des agents de l'administration pénitentiaire pour les aider à évaluer les conditions de sécurité, élaborer des programmes de travail et des budgets, appliquer des programmes et mener des activités de formation

Oui Un appui technique a été fourni à des cadres, fonctionnaires et greffiers de la Direction de l'administration pénitentiaire, en matière de politiques de gestion des crises ainsi que de modifications des règlements intérieurs, du manuel des greffiers et des directives sur les activités carcérales; un appui technique a également été fourni à la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation et de programmes relatifs à la santé, ainsi qu'aux ingénieurs de la Direction de l'administration pénitentiaire pour la conception de plans coordonnés de travaux de remise en état des prisons.

Fourniture de conseils et d'un appui technique à des fonctionnaires du Département de l'administration pénitentiaire en prévision de l'ouverture d'une nouvelle prison à Croix-des-Bouquets, au moyen de la création de 4 groupes de travail dans les domaines de l'administration, de la sécurité, de l'enregistrement des prisonniers et des soins de santé

Oui Le produit prévu a été réalisé grâce à la création de 4 groupes de travail, qui ont produit les politiques et directives nécessaires au fonctionnement de la prison.

Organisation de campagnes d'information et de communication afin de faire mieux connaître les conditions de détention, la situation des mineurs délinquants et la réforme des institutions judiciaires et pénitentiaires, comprenant notamment la diffusion de brochures et d'émissions audiovisuelles sur les Journées des Nations Unies et l'organisation d'ateliers de sensibilisation dans des centres multimédia

Oui Le produit prévu a été réalisé par la célébration de la Journée internationale de la jeunesse, au cours de laquelle ont été organisées 9 activités de sensibilisation sur la question des jeunes et de la drogue et celle des jeunes en conflit avec la loi dans 9 centres multimédias; par 17 articles publiés sur Internet sur les sujets suivants : les nouvelles recrues de la Police nationale, la réforme de la justice, la lutte contre la violence, la remise en état des établissements pénitentiaires, des édifices publics et des tribunaux, ainsi que de l'aide légale pour les mineurs; par 4 tribunes libres consacrées à la formation de la Police nationale aux activités de lutte contre la violence de quartier ainsi qu'à la sensibilisation au processus électoral et au rôle des élus; par 1 bulletin mensuel thématique consacré à des questions d'intérêt régional et par 55 émissions radiophoniques hebdomadaires consacrées à 1 programme de sensibilisation aux droits de l'homme.

Composante 3 : droits de l'homme

28. Au cours de la période 2010/11, la Mission a collaboré avec le Gouvernement haïtien, les institutions publiques, des ONG et l'équipe de pays des Nations Unies pour : a) renforcer les moyens dont disposaient les associations de la société civile pour défendre les droits économiques et sociaux des citoyens en participant à la reconstruction; b) aider le Gouvernement à signaler, prévenir et réprimer les violations des droits de l'homme, notamment des droits de la femme et de l'enfant; c) veiller à ce que l'aide humanitaire destinée aux personnes vulnérables touchées par le séisme soit conforme aux principes et aux normes de protection et apportée en étroite collaboration avec les autorités locales; et d) assurer une assistance logistique et technique temporaire à la Police nationale pour la prise en charge des enfants et des femmes victimes de maltraitances et de violences, y compris de violence sexuelle et sexiste, essentiellement dans les camps de déplacés. Elle a mené différentes activités dans les domaines des droits de l'homme, de la protection de l'enfance et de la sensibilisation à la problématique hommes-femmes, en priorité dans les régions les plus touchées par le séisme et les déplacements de population. Elle s'est également attachée à collaborer avec les organismes des Nations Unies ainsi que des entités extérieures au sein du groupe transversal pour la protection et des sous-groupes sur la violence sexiste, la protection de l'enfance, la sécurité alimentaire et l'hébergement, qui dirigent les interventions de secours lancées à la suite du séisme.

Réalisation escomptée 3.1 : Progrès vers la promotion et la protection des droits de l'homme, et notamment des droits fondamentaux des femmes et des enfants

Indicateurs de succès prévus

50 cas présumés de violations des droits de l'homme commises par des membres de la Police nationale font l'objet d'enquêtes et 20 sont portés devant les tribunaux en 2010/11, contre 250 enquêtes ouvertes et 45 renvois devant les tribunaux en 2009/10 et 120 enquêtes ouvertes et 40 affaires portées devant les tribunaux en 2008/09

Hausse de 90 % du nombre de cas de viol déclarés à la police en 2010/11 par rapport à 2009/10 (249 cas déclarés) et hausse de 54 % par rapport à 2008/09 (312 cas déclarés)

Adoption par le Gouvernement d'un plan national de lutte contre la violence sexuelle et sexiste

Ratification par le Parlement d'un des 3 instruments internationaux relatifs aux droits de l'enfant qui n'ont pas encore été ratifiés

Indicateurs de succès effectifs

Selon les estimations de la MINUSTAH, il y a eu 77 cas présumés de violations des droits de l'homme commises par 53 policiers; 21 de ces affaires ont été instruites; en raison d'un manque de moyens occasionné par le séisme, l'inspecteur général de la Police nationale d'Haïti n'a pas publié son rapport annuel, qui comporte des informations sur les cas de violations des droits de l'homme commises par la Police nationale.

Hausse de 61 %. 402 cas de viol déclarés en 2010/11

Le nouveau plan pour la période 2011-2016, qui prévoit l'installation de modules en préfabriqué dans les commissariats de la Police nationale pour recevoir les victimes de violence sexuelle et sexiste, était en cours d'élaboration à la fin de la période considérée.

La Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale a été signée par le Gouvernement haïtien le 2 mars 2011, mais elle n'avait pas encore été ratifiée par le Parlement à la fin de la période considérée.

Produits prévus

Produit(s)

exécuté(s) :

oui/non

ou nombre

Observations

Mise en œuvre d'un programme de suivi des politiques publiques pour assurer la participation des organismes de la société civile aux activités de reconstruction, renforcer la responsabilité et la transparence de ces activités et promouvoir le respect des droits sociaux et économiques

Oui Lancement d'un programme de suivi des politiques publiques pour donner l'occasion aux organismes de la société civile de se rassembler à l'échelle des communes de chaque département, d'en apprendre davantage sur les droits de l'homme, de formuler des préoccupations à cet égard concernant les politiques publiques de la santé, de l'éducation et du logement, et de faire part de ces préoccupations aux décideurs gouvernementaux

Suivi et signalement quotidiens des cas de violations des droits de l'homme, des rapatriements forcés et des atteintes portées aux enfants victimes de la violence armée, en application de la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité

Oui Les cas de violations des droits de l'homme étaient signalés aux autorités haïtiennes compétentes, et les cas de rapatriements forcés, aux autorités municipales, aux propriétaires fonciers et au Cabinet de la présidence haïtienne.

Assistance technique quotidienne au groupe thématique sur la protection pour assurer le respect des droits des personnes déplacées à la suite du séisme, en particulier dans les domaines de la réinstallation, du logement et de la violence sexuelle et sexiste

Oui Appui à la collecte de données, à l'orientation vers les services sociaux et à la prévention des violations des droits de l'homme, et communication d'informations au groupe sur la protection et aux organismes nationaux et internationaux qui en sont membres; et aide à

Conseils et assistance technique dispensés chaque semaine à des ONG sur la promotion des droits de l'homme et la mise en œuvre des programmes de protection		l'élaboration d'un document directif et de consignes générales régissant les expulsions de déplacés des camps, à l'intention des membres du groupe de protection
Établissement de 10 rapports mensuels, de 1 rapport semestriel et de 5 rapports thématiques sur la situation des droits de l'homme en Haïti, de 3 rapports thématiques sur des questions relatives à la protection de l'enfance et de 8 rapports sur les activités menées dans le domaine de la protection de l'enfance	Oui	Conseils et assistance technique dispensés à 5 ONG nationales et 14 ONG internationales sur le respect et la promotion des droits de l'homme dans leurs programmes de protection; et à 8 organismes de la société civile sur la mise en œuvre de 8 projets de protection des droits de la femme (violence sexuelle et sexiste) et des droits de l'enfant (maltraitements et traite)
	10	Rapports mensuels
	1	Rapport semestriel
	15	Rapports thématiques sur divers sujets relatifs aux droits de l'homme (à des affaires criminelles dans lesquelles des membres de la Police nationale seraient impliqués, aux mauvais traitements qui auraient été infligés à des journalistes aux Gonaïves et à la protection des personnes vivant dans les camps construits à la suite du séisme)
		Le nombre de documents publiés, plus élevé que prévu, s'explique par le caractère évolutif et complexe de la situation dans le domaine de la protection des droits de l'homme dans les camps et par les cas présumés de violences commises par les forces de l'ordre.
	6	Rapports sur les violations des droits de l'enfant
	2	Rapports thématiques sur les enfants ayant eu des difficultés avec la justice
	1	Rapport thématique sur la traite des enfants
	6	Rapports mensuels du groupe sur la protection portant sur certains phénomènes préoccupants, notamment l'augmentation des expulsions dans les camps
Conseils et accompagnement offerts chaque semaine à l'Office de la protection du citoyen en vue de la promotion des droits de l'homme, de l'ouverture d'enquêtes sur les violations des droits de l'homme, du renforcement de la protection juridique des enfants et de la désignation, au sein du personnel de l'Office, de 2 responsables de la protection de l'enfance dans 2 départements	Oui	Conseils et accompagnement offerts à l'Office de la protection du citoyen à l'échelle nationale par 2 consultants dépêchés sur place en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale de développement de l'Office pour la période 2011-2013; assistance technique fournie au niveau des départements pour faciliter l'affectation et l'entrée en fonctions de 4 agents de l'Office de la protection du citoyen à Jérémie, Mirebalais, Miragoâne et Grande-Rivière-du-Nord; et assistance technique fournie aux agents de l'Office de la protection du citoyen à Fort-Liberté, aux Gonaïves, à Jacmel et aux Cayes

Conseils et assistance technique offerts chaque mois en vue d'aider le Gouvernement et le Parlement à adopter des politiques relatives aux droits de l'enfant, à œuvrer en faveur de la ratification d'au moins une convention de protection des droits de l'homme et une convention relative aux droits de l'enfant, et à s'acquitter de l'obligation de présenter des rapports au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Parlement, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Organisation de 7 ateliers de formation à l'intention des organismes de la société civile nationale sur divers droits économiques, sociaux et culturels et de 1 atelier de formation des formateurs à l'intention des représentants de 20 ONG sur le contrôle du respect des droits politiques au cours des élections de novembre 2010

Organisation de 10 ateliers sur les droits de l'homme à l'intention des agents des services pénitentiaires, d'ateliers de formation des juges à l'École de la Magistrature, de 6 ateliers de formation à l'intention des représentants d'ONG locales et des institutions publiques sur la surveillance et le signalement des violations des droits de l'enfant et 5 ateliers de formation à l'intention de 100 journalistes sur les principes éthiques devant régir le traitement dans la presse des cas d'enfants victimes d'enlèvement, de la traite ou de violences sexuelles, ou d'enfants exposés à la violence armée

Oui La Mission a aidé le Gouvernement à rédiger le rapport national à présenter au Conseil des droits de l'homme en vue de l'Examen périodique universel, et à organiser des consultations nationales avec les membres de la société civile; une assistance technique a été fournie au Ministère à la condition féminine et aux droits de la femme ainsi qu'aux associations de femmes en vue de l'élaboration d'un plan national de mise en œuvre des recommandations de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'une stratégie de mobilisation à cet égard; une assistance technique a également été fournie à l'Institut du bien-être social et de recherches dans le cadre de la reformulation de la loi relative à l'adoption.

1 Atelier d'une semaine organisé à l'intention de 37 représentants d'organismes de la société civile nationale, du Gouvernement et d'organismes des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels (éducation, santé et logement) dans le cadre des politiques publiques et dans le budget national

1 Séminaire de 2 jours organisé à l'intention de 120 candidats à la Chambre des députés, au Sénat et à la présidence sur les droits de l'homme, la gouvernance démocratique et le développement

Les produits réalisés ont remplacé les produits prévus en raison de changements survenus après la formulation des produits prévus, notamment le déploiement d'un grand nombre d'observateurs de l'Organisation des États américains et l'aide apportée par la communauté internationale aux observateurs nationaux chargés de surveiller le déroulement des élections.

15 Stages de formation à la protection de l'enfance à l'intention de 890 élèves de l'École de Police nationale

1 Stage de formation aux principes éthiques devant régir le traitement dans la presse des cas d'enfants victimes de crimes, à l'intention de 100 journalistes aux Gonaïves

1 Stage de formation à la surveillance et au signalement à l'intention de 6 membres d'ONG

1 Atelier sur la justice des mineurs à l'intention de 8 juges et responsables haïtiens

	Les ateliers de formation des juges qui devaient être organisés à l'École de la magistrature n'ont pas eu lieu, 20 juges nouvellement recrutés ayant quitté Haïti pour suivre un programme de formation sur 10 mois, en France. La MINUSTAH a donc choisi de présenter un module sur le thème « Droits de l'homme et juge de paix » réparti en 3 stages de formation (de 4 à 6 semaines chacun) organisés par l'École de la magistrature à l'intention de 120 juges de paix.
Organisation de 3 campagnes de promotion des droits de l'homme destinées à sensibiliser le public, notamment aux droits des femmes, par le biais des médias écrits et audiovisuels et d'ateliers et d'activités de vulgarisation dans les centres multimédia, et par la distribution de supports promotionnels	Oui Lancement de campagnes d'information dans 9 localités à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, de 9 campagnes d'information dans 6 localités à l'occasion de la semaine nationale de l'enfant et de 25 campagnes d'information en faveur des droits de la femme dans 5 localités; dans le cadre de ces campagnes, des supports promotionnels ont été distribués (3 500 t-shirts et 8 500 posters), des articles ont été publiés dans la presse locale et sur Internet, et 58 émissions de radio ont été diffusées
Assistance technique et logistique apportée chaque semaine au Gouvernement en vue de l'élaboration d'un rapport de pays sur les types de violences sexuelles et de la promotion de l'égalité des sexes; examen du plan national de lutte contre les violences sexuelles et sexistes; organisation de 1 atelier sur la restitution, de 1 atelier national de validation, de 10 ateliers de sensibilisation à l'intention des agents de l'État et de 1 atelier de formation sur les violences sexuelles et sexistes à l'intention de 20 formateurs venant des 10 départements	Non Les ateliers prévus n'ont pas eu lieu en raison des dépenses supplémentaires occasionnées par les visites effectuées dans les camps de déplacés pour évaluer la situation en matière de violence sexiste et par le lancement de projets d'aménagement de 10 locaux indépendants destinés à recevoir les victimes de violences sexuelles et sexistes dans les 10 départements d'Haïti, dans 3 camps de déplacés et 7 commissariats. La MINUSTAH a effectué une évaluation de la violence sexuelle et sexiste à l'échelle nationale et publié un rapport d'évaluation qui a été utilisé par la suite pour élaborer un plan de sécurité; quant au plan national, il était soumis à l'examen d'une ONG haïtienne à la fin de la période considérée.
Conseils et assistance technique offerts chaque mois au Gouvernement et au Parlement en vue de l'élaboration d'un cadre juridique visant à protéger de la discrimination les personnes vivant avec le VIH/sida	Oui Assistance technique au Ministère de la santé publique et au Parlement, notamment au cours de 5 réunions avec les autorités sanitaires nationales et des organismes de la société civile pour revoir un projet de loi sur le VIH/sida

Composante 4 : coordination de l'aide humanitaire et des activités de développement

29. Au cours de la période considérée, la Mission a collaboré avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'équipe de pays des Nations Unies pour soutenir les opérations d'aide humanitaire et les activités de relèvement entreprises à la suite du séisme de 2010. Elle a également assuré une assistance technique en

collaboration avec les autorités haïtiennes (nationales et locales), pour contribuer, dans l'ensemble du pays, au renforcement des capacités locales dans le domaine de la préparation et des interventions en cas de situation d'urgence. Par l'intermédiaire de ses ingénieurs militaires, elle a en outre soutenu les mesures d'aide humanitaire, de relèvement et d'atténuation des risques prises par le Gouvernement à la suite du séisme, notamment les opérations de déblaiement des décombres, de réparation des infrastructures, de forage de puits, de nettoyage des rivières et d'asphaltage des routes.

Réalisation escomptée 4.1 : Amélioration de la situation humanitaire et progrès vers la reprise économique, la reconstruction et la réduction de la pauvreté

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Réinstallation dans des logements durables, en 2010/11, d'au moins 600 000 des 1,3 million de personnes déplacées vivant dans des camps

Sur 116 000 refuges provisoires en cours de construction, 73 000 (63 %), pouvant accueillir quelque 400 000 déplacés, avaient été achevés en juin 2011; le nombre total de déplacés était tombé de 1,3 million à quelque 634 000 à la fin de la période considérée, grâce aux efforts de reconstruction et aux mesures prises pour aider les déplacés à retourner chez eux et en raison des mauvaises conditions de vie dans les camps existants.

Déblaiement d'au moins 5 millions de mètres cubes de décombres en 2010/11, sur les quelque 15 millions laissés par le séisme

En juin 2011, quelque 4,5 millions de mètres cubes de décombres avaient été déblayés par les autorités publiques et le Groupe de travail sur la gestion des décombres, qui compte parmi ses membres plus de 46 organismes, dont entre autres des institutions nationales, des organismes des Nations Unies et des ONG nationales et internationales.

L'indicateur prévu aurait dû indiquer 10 millions de mètres cubes et non 15 millions.

Adoption et instauration par la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti d'une procédure d'approbation des projets de reconstruction financés par le Fonds pour la reconstruction d'Haïti et d'évaluation de leurs résultats en 2010/11

Objectif atteint; la procédure d'examen des projets, initialement instaurée et approuvée par le Conseil de direction de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti à la mi-2010, a été revue en avril 2011 pour assurer une participation plus active des ministères haïtiens; au cours de la période considérée, 89 projets ont été approuvés par la Commission dans le cadre de cette procédure d'examen.

Adoption et mise à jour régulière et suivie des plans de réduction des risques de catastrophes et d'intervention d'urgence (2010/11 : 10 départements; 2009/10 : 10 départements; 2008/09 : 9 départements)

Objectif atteint; les plans d'intervention d'urgence élaborés dans les 10 départements, en adéquation avec le plan national d'intervention en cas de catastrophe défini par le Gouvernement, ont été révisés, mis à jour et adoptés par la Direction de la protection civile (Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales).

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Opérations de déblaiement des décombres et de réparation des infrastructures publiques menées chaque jour par des compagnies du génie afin de créer des conditions sûres et stables pour les activités de secours et de relèvement et de favoriser la mise en œuvre de la stratégie du Gouvernement en faveur de la réinstallation des déplacés	Oui	Aide au déblaiement de plus de 45 275 m ³ de décombres, à la réparation de 60 kilomètres de routes (69 496 m ² d'asphalte) et au nettoyage de plus de 17 km de fossés afin de faciliter le drainage
Conseils et assistance technique dispensés chaque semaine au Gouvernement, notamment dans le cadre de réunions de coordination avec le Premier Ministre et la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti en vue d'assurer l'efficacité de l'aide internationale	Oui	Réunions hebdomadaires avec la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, le Ministère de la planification et de la coopération externe et l'équipe de transition présidentielle chargée de la question de l'efficacité de l'aide
Conseils et assistance technique dispensés chaque semaine au Gouvernement, notamment dans le cadre de réunions avec le Ministre de la planification et de la coopération externe, le Ministre de l'intérieur et des membres de leurs services, en vue de la mise en œuvre du Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti, de l'évaluation des fonds disponibles et des activités de projet, et de l'évaluation des besoins d'aide humanitaire et d'aide au développement	Oui	Consultations régulières avec les hauts responsables et les spécialistes techniques des ministères pour faciliter la mise en œuvre du plan
Conseils et assistance technique dispensés chaque semaine au Gouvernement, notamment dans le cadre de réunions de coordination entre le Gouvernement, les responsables locaux des départements touchés par le séisme, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'équipe de pays des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, en vue de faciliter la mise en œuvre des activités d'aide humanitaire et de relèvement et de permettre le suivi et l'évaluation des progrès et des produits	Oui	Réunions mensuelles avec le Ministère de la planification et de la coopération externe, réunions hebdomadaires dans 9 départements et réunions mensuelles dans le département de l'Ouest en vue d'améliorer sans aide extérieure les services sociaux essentiels fournis aux populations locales
Conseils et assistance technique dispensés chaque semaine au Gouvernement et aux administrations locales notamment dans le cadre de réunions de coordination avec le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, en vue de renforcer les capacités locales et d'améliorer la préparation en prévision des catastrophes naturelles, l'organisation des opérations d'urgence et la capacité d'intervention dans les 10 départements	Oui	Réunions hebdomadaires avec le Ministère de la planification et l'Office de la protection du citoyen dans 9 départements et réunions mensuelles dans le département de l'Ouest; lancement de 8 missions d'évaluation communes en collaboration avec les autorités locales, des ONG et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour mieux protéger les groupes de population vulnérables

Activités d'information et de communication (articles de presse, émissions de radio et de télévision et documents d'information) organisées chaque semaine pour aider les institutions nationales en sensibilisant la population aux questions touchant la réinstallation des déplacés, le déblaiement des décombres, les risques naturels et la gestion des opérations d'urgence

Oui Organisation de 2 forums et 81 activités de vulgarisation sur la gestion des risques et des catastrophes naturelles dans 2 camps de déplacés et 9 centres multimédia : distribution de documents d'information (2 000 posters, 20 000 prospectus et 30 000 brochures), diffusion d'émissions de radio locales et activités de sensibilisation à la protection de l'environnement dans 9 centres multimédia

Composante 5 : appui

30. Comme indiqué en détail dans les tableaux ci-après, un effectif moyen de 8 720 militaires, 2 021 membres d'unités de police constituées, 1 330 membres de la Police des Nations Unies et spécialistes des questions pénitentiaires et 1 995 membres du personnel civil a bénéficié des services administratifs, logistiques et de sécurité nécessaires pour s'acquitter du mandat de la Mission. En fournissant ces services, la composante a exécuté plusieurs produits, a amélioré divers services et s'est concentrée sur des questions telles que la sensibilisation à la contamination par le VIH et la protection de l'environnement. Les services d'appui ont englobé le programme de déontologie et de discipline, l'administration du personnel, les soins médicaux assurés à l'ensemble du personnel, la construction, la rénovation et l'entretien d'infrastructures, les technologies de l'information et des communications, les transports aériens et terrestres, les achats et la fourniture de services de sécurité à la Mission.

Réalisation escomptée 5.1 : Fourniture à la Mission d'un appui logistique, administratif et de sécurité efficace et rationnel

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Maintien d'un taux de 90 % de respect des normes nationales de protection de l'environnement et de celles définies par le Département des opérations de maintien de la paix (2008/09 : 90 %; 2009/10 : 90 %; 2010/11 : 90 %)

Taux de respect de 87 %, dû essentiellement à des carences dans le traitement des eaux usées, liées à l'épidémie de choléra; une évaluation de la gestion des eaux usées a été conduite à l'échelle de la Mission et des actions correctrices mises en place pour améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement dans les locaux de la Mission.

Renforcement du plan de sécurité pour le dispositif d'urgence grâce à l'organisation de 24 exercices dans l'ensemble de la zone de la Mission (2008/09 : 92 %; 2009/10 : 98 %; 2010/11 : 99 %)

Objectif atteint; 2 exercices menés dans chacune des 12 localités de la zone de la Mission.

Amélioration de l'accès aux services médicaux, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, de l'ensemble du personnel de la MINUSTAH basé à Port-au-Prince (2008/09 : 8 heures, 5 jours; 2009/10 : 12 heures, 6 jours; 2010/11 : 24 heures, 7 jours)

Objectif atteint; des services médicaux étaient disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, pour tout le personnel de la MINUSTAH basé à Port-au-Prince.

Maintien de l'accès de l'ensemble du personnel de la Mission aux services médicaux pendant les heures de travail dans les régions et sur demande après les heures de travail (2008/09 : 8 heures, 5 jours; 2009/10 : 8 heures, 5 jours; 2010/11 : 8 heures, 5 jours)	Objectif atteint; accès de l'ensemble du personnel de la Mission en poste dans les régions de soins de santé primaires et aux services ambulanciers 8 heures par jour 5 jours par semaine et sur demande après les heures de travail.
--	---

	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<i>Produits prévus</i>		

Amélioration des services

Surveillance et renforcement du respect de l'environnement dans tous les sites de la MINUSTAH par des inspections régulières et des mesures correctives pour assurer le respect des normes réglementaires dans ce domaine	Oui	Par des inspections régulières ou aléatoires et des évaluations environnementales dans tous les camps de la zone de la Mission
Mise en œuvre d'un programme de sensibilisation à la protection de l'environnement par des formations, des exposés et des publications à ce sujet	Oui	Par des cours de formation, principalement pour les militaires et les membres d'unités de police constituées, au moment de la relève.
Prestation de soins médicaux 24 heures sur 24 et 7 jours par semaine à l'ensemble du personnel de la Mission basé à Port-au-Prince, pendant les heures de travail dans les régions et sur demande après les heures de travail	Oui	Prestation de soins médicaux 24 heures sur 24 et 7 jours par semaine à l'ensemble du personnel de la MINUSTAH basé à Port-au-Prince et, dans les régions, pendant les heures de travail et sur demande après les heures de travail; à Saint-Domingue, l'accès aux soins médicaux a été assuré par un centre médical de niveau III et des services d'ambulance fournis par un piquet pendant les heures de travail.
Application à 99 % du plan de sécurité pour le dispositif d'urgence dans la zone de la Mission	Oui	Par l'application du plan de sécurité dans toute la zone de la Mission et la conduite d'exercices d'évaluation à l'échelle de la Mission.

Militaires, personnel de police et personnel civil

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 8 940 militaires membres des contingents, de 2 940 membres d'unités de police constituées et de 1 451 membres de la Police des Nations Unies (dont 100 spécialistes des questions pénitentiaires en détachement)	8 720	Militaires membres des contingents (effectif moyen)
	2 021	Membres d'unités de police constituées (effectifs moyens)
	1 330	Membres de la Police des Nations Unies, y compris 53 spécialistes des questions pénitentiaires en détachement (effectifs moyens)
		Les effectifs inférieurs aux prévisions (militaires et membres de la police) s'expliquent par les retards dans leur déploiement.
Vérification, contrôle et inspection de matériel appartenant aux contingents et soutien logistique autonome pour un effectif moyen de 8 808 militaires et de 2 940 membres d'unités de police constituées	231	Rapports de vérification établis notamment à la suite d'inspections effectuées à l'arrivée (10), périodiquement (117) ou aléatoirement (34), rapports de vérification de la disponibilité opérationnelle (62) et rapatriements (8) pour un

Entreposage et fourniture de rations alimentaires et d'eau pour un effectif moyen de 8 808 militaires et de 2 940 membres d'unités de police constituées répartis sur 31 sites		effectif moyen de 8 597 militaires et 2 021 membres d'unités de police constituées.
Entreposage et fourniture de 238 020 litres de gazole et de kérosène utilisés pour préparer les repas de quelque 2 859 militaires et de 1 000 membres d'unités de police constituées répartis sur 9 sites	Oui	Fourniture de rations alimentaires et d'eau pour un effectif moyen de 8 597 militaires et 2 021 membres d'unités de police constituées sur 40 sites.
	316 393	Litres de diesel et de kérosène utilisés pour préparer les repas de quelque 4 490 militaires et 1 194 membres d'unités de police constituées sur 19 sites. Chiffre supérieur aux prévisions en raison du déploiement d'un contingent qui a essentiellement utilisé le carburant diesel et le kérosène pour préparer les repas.
Gestion d'un effectif moyen de 2 486 civils, dont 731 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 1 478 fonctionnaires recrutés sur le plan national et 277 Volontaires des Nations Unies, y compris des postes de temporaire	526	Fonctionnaires recrutés sur le plan international, dont 77 à des postes de temporaire (effectif moyen).
	1 252	Fonctionnaires recrutés sur le plan national, dont 105 à des postes de temporaire (effectif moyen).
	217	Volontaires des Nations Unies Les effectifs en personnel civil inférieurs aux prévisions s'expliquent par des retards dans le recrutement de personnel, notamment de personnel temporaire, recruté aussi bien sur le plan international que national, et les Volontaires des Nations Unies.
Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline pour l'ensemble du personnel militaire, civil et de police des Nations Unies, comprenant des activités de formation, de prévention et de suivi ainsi que la formulation de recommandations concernant les mesures disciplinaires à prendre en cas de faute	Oui	Par des programmes d'orientation et de rafraîchissement des connaissances pour 4 198 militaires du contingent et membres de la police et du personnel civil; par des mécanismes de suivi, notamment la nomination de points focaux dans chacun des 10 départements, dans les 2 antennes de Léogâne et Saint-Marc et dans le Centre de services de Saint-Domingue, 5 visites d'évaluation et la rédaction de lignes directrices pour signaler des manquements.

Installations et infrastructure

Entretien de 140 locaux de la MINUSTAH, y compris la réfection de locaux de la MINUSTAH qui avaient été déclarés peu sûrs à la suite du tremblement de terre, dont 45 utilisés par du personnel militaire, 18 par des unités de police constituées des Nations Unies, 48 par du personnel civil, 7 utilisés par la Police des Nations Unies et 22 utilisés conjointement par la Police des Nations Unies	150	Locaux et infrastructures Le nombre plus élevé que prévu s'explique par les 13 nouveaux locaux pris en location (pour le personnel militaire, de police et civil), partiellement compensés par la remise de 3 locaux loués (pour le personnel militaire et de police).
--	-----	---

Exploitation et entretien, dans 10 départements, de 61 sources d'approvisionnement en eau et de 18 stations de purification de l'eau appartenant à l'ONU, ainsi que d'une usine d'embouteillage à Port-au-Prince

Exploitation et entretien de 150 groupes électrogènes, de 63 tours d'éclairage et de 7 générateurs de soudage appartenant à l'ONU

Mise en place, à l'intention du personnel militaire et de police, de 10 services de cartographie sur Internet utilisant le serveur du Système d'information géographique (SIG)

Entretien du SIG, y compris la mise à jour de 30 séries de données et la production de 14 000 cartes SIG

Construction, à Port-au-Prince, de 7 camps pour les membres des contingents militaires et des unités de police constituées et d'un camp pour le personnel civil

Implantation de 2 quartiers généraux de région à Jacmel et Jérémie

Construction de 3 nouveaux camps d'unités de police constituées à Jacmel, Jérémie et Hinche

Construction d'une hélistation à Léogâne

Entretien des systèmes de protection contre l'incendie de 140 locaux de la MINUSTAH, aux fins de la mise en conformité avec les normes de sécurité incendie

58 Sources d'approvisionnement en eau

19 Stations de purification de l'eau appartenant à l'ONU

1 Usine d'embouteillage

184 Groupes électrogènes

108 Tours d'éclairage

11 Générateurs de soudage

Le nombre plus élevé que prévu de groupes électrogènes, de tours d'éclairage et de générateurs de soudure tient aux besoins opérationnels, générés essentiellement par l'assistance humanitaire consécutive au séisme.

10 Services de cartographie sur Internet

35 Séries de données mises à jour

Le nombre plus élevé que prévu s'explique par le grand nombre de mises à jour rendues nécessaires par l'épidémie de choléra.

8 500 Cartes SIG produites

Le nombre moins élevé que prévu s'explique par une erreur dans la formulation des produits prévus, qui aurait dû fixer ce chiffre à 8 000 cartes SIG. Les 500 cartes supplémentaires ont été créées pour les activités humanitaires.

Non Le projet n'a pas été exécuté car il est prévu de réduire la capacité de renfort temporaire de la Mission.

2 Quartiers généraux de région à Jacmel et Jérémie

3 Camps créés

Non L'objectif n'a pas été réalisé car on a estimé que les terrains d'aviation existants pouvaient accueillir davantage de trafic en cas d'urgence.

Oui Pour 150 locaux

Le nombre plus élevé que prévu s'explique par l'acquisition de locaux supplémentaires à l'usage du personnel militaire, de police et civil, pour faire face aux nécessités opérationnelles.

Stockage et fourniture de 11 millions de litres de carburant et lubrifiant pour 220 générateurs et tours d'éclairage appartenant à l'ONU et pour 566 générateurs appartenant aux contingents

Transports terrestres

Exploitation et entretien de 1 650 véhicules appartenant à l'ONU, dont 18 véhicules blindés, 129 accessoires et 4 remorques, dans 11 ateliers situés sur 11 sites

Stockage et fourniture de 7,5 millions de litres de carburant et lubrifiant pour 1 517 véhicules appartenant à l'ONU et 2 200 véhicules appartenant aux contingents

Service de navette, 7 jours sur 7, pour 1 000 usagers de l'ONU en moyenne par semaine – officiers d'état-major, personnel de police, personnel civil et vacataires

Transports aériens

Gestion et exploitation de 2 avions (1 militaire et 1 civil) et de 10 hélicoptères (6 militaires et 4 civils) sur 5 terrains d'aviation et 15 hélistations

Stockage et fourniture de 3,3 millions de litres de carburant pour 2 avions et 10 hélicoptères

11,7 Millions de litres de carburant et lubrifiant pour 303 groupes électrogènes et tours d'éclairage appartenant à l'ONU et 560 groupes électrogènes appartenant aux contingents

Ce chiffre plus élevé que prévu s'explique par l'augmentation du nombre de groupes électrogènes appartenant à l'ONU.

1 654 Exploitation et entretien de véhicules appartenant à l'ONU, dont 17 véhicules blindés, 138 accessoires et 2 remorques, dans 11 ateliers situés sur 11 sites

5,9 Millions de litres de carburant et lubrifiant pour 1 514 véhicules appartenant à l'ONU (1 654, dont 138 accessoires et 2 remorques) et 2 178 véhicules appartenant aux contingents

La consommation de carburant moins élevée que prévue est due à des retards dans la réception des véhicules achetés pendant la période considérée.

Oui Pour 700 passagers par jour en moyenne
Ce chiffre moins élevé que prévu est dû à l'acquisition de véhicules légers pour le transport de passagers, ce qui a permis de moins utiliser le service de navette aérienne, et au moindre nombre de vacataires transportés (26 vacataires en moyenne contre 350 selon les projections)

2 Avions (1 militaire et 1 civil)

10 Aéronefs à voilure tournante (6 militaires et 4 civils)

5 Terrains d'aviation

15 Hélistations, dont 7 en service tous les jours pour des vols réguliers

3,0 Millions de litres de carburant pour 10 hélicoptères et 2 avions

Le nombre moins élevé que prévu s'explique par un moindre nombre d'heures de vol du fait de la mise hors service de l'avion militaire en avril 2011 et de la réception subséquente d'un second avion civil en juin 2011.

Maintien de la capacité de déploiement simultané d'aéronefs sur 3 bases d'opérations temporaires dans les départements

Oui Capacité de déploiement fournie sur les 3 bases d'opérations temporaires de Cap-Haïtien, Les Cayes et Gonaïves

Fourniture d'un appui aux opérations aériennes 24 heures sur 24, y compris la recherche et le sauvetage, les évacuations sanitaires primaires et secondaires et les vols de nuit

Oui Par la fourniture d'un appui aux opérations aériennes 24 heures sur 24, notamment pour les opérations militaires spéciales

Transports maritimes ou fluviaux

Exploitation et entretien de 16 navires appartenant aux contingents et de 12 canots pneumatiques Zodiac

16 Navires appartenant aux contingents

12 Canots pneumatiques Zodiac

Stockage et fourniture de 564 384 litres de carburant pour 16 navires appartenant aux contingents et 12 canots pneumatiques Zodiac

214 762 Litres de carburant consommés par 16 navires appartenant aux contingents et 12 canots pneumatiques Zodiac

Ce chiffre, moins élevé que prévu, s'explique par le fait que navires et canots pneumatiques n'ont pas toujours été opérationnels au cours de la période considérée

Communications

Gestion et entretien d'un réseau de communications par satellite composé de 2 stations terriennes principales et de 28 microterminaux pour la fourniture de services de téléphonie, télécopie, visioconférence et transmission de données, ainsi que des services de reprise après sinistre et de continuité des activités

1 Réseau de communications par satellite composé de 2 stations principales et de 28 microterminaux

Gestion et entretien d'un réseau de répéteurs à ultra-haute fréquence (UHF) composé de 3 311 radios portables, 1 723 radios mobiles, 50 stations fixes, 2 500 radios portables à commutation automatique, 410 radios mobiles à commutation automatique et 6 stations fixes à commutation automatique

3 315 Radios portables

1 779 Radios mobiles

49 Stations fixes

4 478 Radios portables à commutation automatique

1 028 Radios mobiles à commutation automatique

126 Stations fixes à commutation automatique

Le nombre plus élevé que prévu de radios portables, de radios mobiles à commutation automatique et de stations fixes à commutation automatique tient aux retards pris pour achever la passation par profits et pertes de certains appareils et à l'extension de la couverture radio de la Mission dans les provinces méridionales de Haïti.

Gestion et entretien d'un réseau à haute fréquence (HF) composé de 873 radios mobiles équipées du Système mondial de localisation et de 104 stations fixes capables de transmettre des données

918 Radios mobiles

Le nombre plus élevé que prévu s'explique par la nécessité opérationnelle d'équiper les véhicules supplémentaires achetés au cours de la période considérée.

104 Stations fixes

Gestion et entretien de 40 centraux téléphoniques et 123 liaisons hertziennes

76 Centraux téléphoniques

Le nombre plus élevé que prévu de centraux téléphoniques s'explique par des retards dans la passation par profits et pertes d'une partie des appareils.

123 Liaisons hertziennes

Gestion et entretien de 25 sites de transmissions pour améliorer la couverture hertzienne UHF et HF de tout le territoire haïtien

25 Sites de transmissions

Gestion et entretien de 13 centres de communication

13 Centres de communication

Informatique

Gestion et entretien de 125 serveurs, 3 048 ordinateurs de bureau, 1 050 ordinateurs portables et 232 scanners

183 Serveurs

Le nombre plus élevé s'explique par des retards dans la passation par profits et pertes de 124 serveurs.

3 856 Ordinateurs de bureau

1 494 Ordinateurs portables

Le nombre plus élevé que prévu s'explique par des retards dans la passation par profits et pertes d'une partie des appareils et des dépenses supplémentaires pour appuyer le Gouvernement.

236 Scanneurs

Gestion et entretien de réseaux locaux (LAN) et de réseaux étendus (WAN) reliant 4 400 utilisateurs

Oui Pour 4 395 usagers

Santé

Exploitation et gestion d'un centre médical de niveau II à Port-au-Prince, de 33 centres de consultation de niveau I et de 3 dispensaires dans tous les sites des Nations Unies fournissant des services médicaux à tout le personnel de la Mission, ainsi qu'au personnel d'autres organismes des Nations Unies en cas d'urgence

1 Centre médical de niveau II à Port-au-Prince

38 Centres de consultation de niveau I

3 Dispensaires

De plus :

1 Centre médical de niveau III à Saint-Domingue

Entretien de 1 laboratoire central à Port-au-Prince et de 3 laboratoires de base à Cap-Haïtien, aux Gonaïves et aux Cayes

1 Laboratoire central à Port-au-Prince

3 Laboratoires de base dans les régions

Gestion de moyens d'évacuation sanitaire par voie aérienne et terrestre pour tout le personnel de la Mission, notamment l'évacuation stratégique par voie aérienne d'un centre médical de niveau I vers un centre médical de niveau II et d'un centre médical de niveau II vers un centre médical de niveau III ou IV

Exploitation et gestion de services de soutien psychologique et de dépistage volontaire et confidentiel du VIH pour tout le personnel de la Mission

Programme de sensibilisation au VIH à l'intention de tout le personnel de la Mission, notamment par des échanges entre collègues

Sécurité

Services de sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour un effectif moyen de 132 officiers d'état-major, 1 451 membres de la Police des Nations Unies (dont 100 spécialistes des questions pénitentiaires en détachement), 732 membres du personnel recruté sur le plan international et 277 Volontaires des Nations Unies, pour assurer notamment la protection des personnalités de marque, ainsi que des installations et des sites des Nations Unies

Évaluation des conditions de sécurité pour l'ensemble de la Mission, y compris 1 077 résidences

Organisation de 24 réunions d'information sur la sécurité et les plans d'urgence à l'intention de l'ensemble du personnel de la Mission

Enquêtes sur les incidents et accidents mettant en cause du personnel ou des biens de la Mission

Service de protection rapprochée 24 heures sur 24 pour le personnel de rang élevé de la Mission et les personnalités en visite

Oui Pour 143 évacuations sanitaires par voie aérienne (94 externes et 49 internes) vers des installations de niveaux II et III

Oui Pour 1 615 séances de soutien et de dépistage confidentiel volontaires au bénéfice du personnel de la Mission

Oui Par 849 sessions de sensibilisation pour 5 309 membres du personnel de la Mission

Oui Services de sécurité assurés 24 heures sur 24

Oui Au total, 154 installations de la MINUSTAH et 300 installations d'autres entités du système des Nations Unies ont fait l'objet d'évaluations.

Le nombre moins élevé que prévu s'explique par le fait que les évaluations en zone résidentielle ont été interrompues après le séisme de 2010, les membres du personnel de la Mission ayant été relogés dans des installations temporaires.

120 Réunions d'information sur la sécurité et les plans d'urgence

Le nombre plus élevé que prévu s'explique par le renforcement des cadences de ces sessions après le séisme de 2010 et jusqu'à la fin de la période sous examen.

Oui 1 124 enquêtes menées et 1 339 accidents de la circulation enregistrés

Oui Services de sécurité assurés 24 heures sur 24

Programme d'orientation en matière de sécurité et formation de base à la lutte contre l'incendie et aux exercices d'incendie pour tout le personnel qui arrive dans la zone de la Mission et stages de mise à niveau sur les incendies pour l'ensemble du personnel de sécurité et les responsables de la sécurité incendie de la Mission

Mise en œuvre et actualisation du plan de sécurité

Oui 120 programmes d'orientation en matière de sécurité pour le personnel arrivant dans la zone de la Mission

24 Stages de mise à niveau sur la lutte contre les incendies pour l'ensemble du personnel de sécurité et les responsables de la sécurité incendie

Oui Les plans régionaux de sécurité et le système de responsables de la sécurité ont été testés et sont opérationnels; 2 exercices liés au plan de sécurité ont été menés; le plan de sécurité et le système de responsables de la sécurité de Port-au-Prince sont en cours d'examen et devraient être approuvés par le fonctionnaire nommé à cet effet.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage ^a (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	244 075,2	245 235,0	(1 159,8)	(0,5)
Police des Nations Unies	78 460,0	77 473,9	986,1	1,3
Unités de police constituées	73 806,1	56 387,0	17 419,1	23,6
Total partiel	396 341,3	379 095,9	17 245,4	4,4
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	83 792,4	91 287,1	(7 494,7)	(8,9)
Personnel recruté sur le plan national	34 309,7	34 173,1	136,6	0,4
Volontaires des Nations Unies	13 720,6	11 738,9	1 981,7	14,4
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	25 606,4	13 543,5	12 062,9	47,1
Total partiel	157 429,1	150 742,6	6 686,5	4,2
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	4 635,0	2 870,7	1 764,3	38,1
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	655,9	604,7	51,2	7,8
Voyages	8 563,1	6 375,0	2 188,1	25,6
Installations et infrastructures	138 307,3	119 988,1	18 319,2	13,2
Transports terrestres	26 672,0	31 512,1	(4 840,1)	(18,1)
Transports aériens	28 874,8	28 463,7	411,1	1,4
Transports maritimes ou fluviaux	1 140,2	926,9	213,3	18,7
Communications	34 479,4	32 389,2	2 090,2	6,1
Informatique	11 743,7	13 487,7	(1 744,0)	(14,9)
Santé	9 426,8	9 405,6	21,2	0,2
Matériel spécial	4 700,4	3 931,7	768,7	16,4
Fournitures, services et matériel divers	23 358,4	23 271,9	86,5	0,4
Projets à effet rapide	7 500,0	7 496,9	3,1	–
Total partiel	300 057,0	280 724,2	19 332,8	6,4
Total brut	853 827,4	810 562,7	43 264,7	5,1
Recettes provenant des contributions du personnel	17 314,6	16 699,0	615,6	3,6
Total net	836 512,8	793 863,7	42 649,1	5,1
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	853 827,4	810 562,7	43 264,7	5,1

^a Le signe « – » désigne une valeur nulle ou inférieure à 0,1 %.

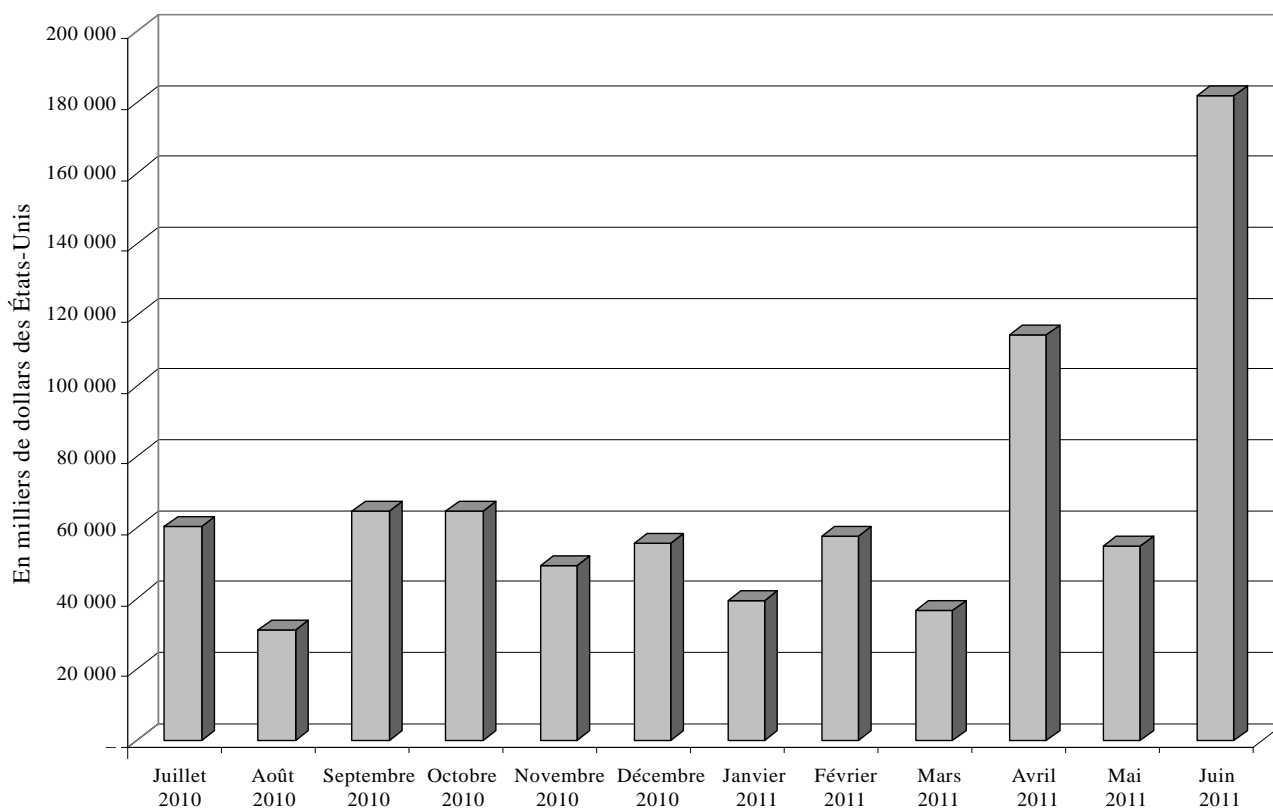
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	396 341,3	(11 388,0)	384 953,3
II. Personnel civil	157 429,1	(333,5)	157 095,6
III. Dépenses opérationnelles	300 057,0	11 721,5	311 778,5
Total	853 827,4	–	853 827,4
Pourcentage de réaffectations			1,4

31. Les réaffectations de ressources ont essentiellement servi à couvrir les dépenses supplémentaires liées au remplacement de 256 véhicules légers arrivés en fin de vie utile et à l'acquisition de matériel informatique pour répondre aux besoins opérationnels. Le dépassement des crédits inscrits à la rubrique des dépenses opérationnelles a été compensé principalement par la sous-utilisation des crédits dans la catégorie des militaires et du personnel de police, conséquence d'un taux moyen de déploiement des effectifs des unités de police constituées inférieur aux prévisions.

C. Évolution des dépenses mensuelles



32. Le pic de dépenses enregistré en avril et en juin 2011 s'explique par les versements destinés à rembourser aux gouvernements fournissant des contingents et des unités de police constituées les sommes engagées à ce titre, ainsi qu'à celui du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome pour ces deux catégories de personnel. Le pic de dépenses de juin 2011 résulte également des dépenses de fonctionnement liées à l'achat de préfabriqués, de groupes électrogènes, de matériel de purification de l'eau et de fournitures d'entretien et à l'entretien des véhicules.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	2 734,0
Recettes diverses ou accessoires	3 123,6
Ajustements sur exercices antérieurs	(42,4)
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	24 209,3
Total	30 024,5

E. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	41 026,3
Unités de police constituées	9 184,6
Total partiel	50 210,9
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	22 781,8
Communications	8 697,8
Santé	6 740,2
Matériel spécial	3 931,7
Total partiel	42 151,5
Total	92 362,4

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,1	1 ^{er} juin 2004	–
Usage opérationnel intensif	1,3	1 ^{er} juin 2004	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	1,0	1 ^{er} juin 2004	–
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,3-5,8		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	4 523,4
Contributions volontaires en nature	–
Total	4 523,4

^a Valeur locative estimée des terrains et locaux fournis par le Gouvernement.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Contingents	(1 159,8)	(0,5 %)

33. Le dépassement de crédits est principalement imputable aux facteurs suivants : a) le règlement des frais occasionnés par la mise en place du matériel d'une compagnie du génie lors de l'exercice budgétaire précédent et qui n'avaient pas encore été acquittés; et b) le coût des rations, supérieur aux prévisions du fait du différentiel entre le taux moyen de change constaté de 0,74 euro pour 1 dollar des États-Unis et le taux de 0,81 euro pour 1 dollar prévu dans le budget. L'écart a été en partie comblé par la sous-utilisation des crédits dans les rubriques suivantes : a) les voyages, car les dépenses liées aux relèves ont été inférieures aux prévisions pour les contingents d'Asie, le déploiement d'un contingent a été différé et la durée du cycle de relève d'un pays contributeur a été portée de six à neuf mois; et b) les remboursements aux taux standard des sommes dues aux gouvernements contributeurs au titre du matériel majeur, le déploiement de deux contingents ayant été différé et la proportion de matériel en indisponibilité ayant été plus importante que prévu.

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Sont analysés les écarts d'au moins plus ou moins 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	986,1	1,3 %

34. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par la réduction du nombre de voyages, la période de service de certains policiers des Nations Unies ayant été allongée. L'écart constaté a été en partie annulé par les facteurs suivants : a) le taux moyen de déploiement des effectifs de la Police des Nations Unies a été supérieur à celui prévu (1 277 policiers au lieu des 1 238 prévus); et b) un taux de mortalité et de blessures plus important que prévu, conséquence du tremblement de terre de janvier 2010.

	<i>Écart</i>	
Unités de police constituées	17 419,1	23,6 %

35. Le solde inutilisé provient essentiellement de la baisse des frais de voyages, du remboursement aux taux standard des sommes dues aux gouvernements contributeurs et des frais de transport, conséquence d'un taux de déploiement des effectifs des unités de police constituées inférieur à celui prévu (2 021 policiers au lieu des 2 264 prévus), qui résulte lui-même du non-déploiement de 4 de ces unités, du déploiement différé de 3 autres et du rapatriement anticipé de 4 autres d'entre elles.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(7 494,7)	(8,9 %)

36. Le dépassement des crédits est principalement imputable aux facteurs suivants : a) les dépenses communes de personnel, supérieures à celles prévues (elles ont représenté 78 % des salaires nets, contre l'estimation de 69 % prévue dans le budget); b) les dépenses au titre des salaires, elles aussi plus importantes que prévu; c) les règlements versés au titre des réclamations pour perte ou endommagement des effets personnels à la suite du tremblement de terre dans le cadre des mesures spéciales mises en place après le sinistre; et d) le versement d'indemnités journalières de subsistance à 68 membres du personnel recruté sur le plan international affectés à Saint-Domingue entre juillet et décembre 2010. L'écart constaté a été en partie compensé par la réduction des dépenses au titre de la prime de risque, cette prime ayant été versée pendant 4 mois seulement, au lieu des 10 mois prévus dans le budget : le versement de cette prime a été suspendu de façon provisoire entre septembre et décembre 2010, avant de l'être de façon définitive en mars 2011.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	136,6	0,4 %

37. Le solde inutilisé reflète essentiellement la réduction des dépenses au titre de la prime de risque, cette prime ayant été versée 4 mois seulement au lieu des 11 mois prévus dans le budget. Cette sous-utilisation a été en partie effacée par les dépenses supplémentaires engagées pour les versements effectués dans le cadre des mesures spéciales concernant la perte ou l'endommagement des effets personnels consécutifs au tremblement de terre.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	1 981,7	14,4 %

38. Le solde inutilisé s'explique par le fait que le taux de vacance de postes a été plus important que prévu : 19 %, contre un taux de 8 % prévu dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	12 062,9	47,1 %

39. Le solde inutilisé résulte principalement des facteurs suivants : a) les taux de vacance de postes dans les catégories du personnel recruté sur le plan international, des administrateurs recrutés sur le plan national et du personnel des services généraux ont été supérieurs aux prévisions, à savoir respectivement 58 %, 73 % et 47 %, contre des taux de 32 %, 21 % et 21 %, respectivement, prévus dans le budget; et b) les dépenses liées à la prime de risque pour les deux catégories de personnel ont été inférieures aux prévisions, le versement de cette prime ayant été suspendu de façon provisoire entre septembre et décembre 2010, avant de l'être de façon définitive en mars 2011.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	1 764,3	38,1 %

40. Le solde inutilisé est imputable à un coefficient délais de déploiement moyen de 47 %, contre celui de 16 % prévu dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Consultants	51,2	7,8 %

41. Le solde inutilisé correspond à l'annulation des formations prévues pour les formateurs, en attendant l'élaboration d'un programme global de formation pour le personnel déployé sur le terrain, à la réduction des frais de voyage, qui s'explique par le fait que des consultants américains étaient disponibles, et au recours à des ressources de formation disponibles en interne au lieu de ressources externes.

	<i>Écart</i>	
Voyages	2 188,1	25,6 %

42. Le solde inutilisé résulte principalement des facteurs suivants : a) l'annulation de formations, comme la formation à la logistique et à la gestion des centres de coût, prévues à Brindisi (Italie), à Entebbe (Ouganda) et sur d'autres sites; b) la pénurie de membres du personnel susceptibles d'être candidats à des formations externes, comme dans le domaine des affaires politiques; c) l'existence de tâches prioritaires ne donnant pas au personnel le loisir de participer aux formations, comme celle proposée sur le thème de la santé et des techniques actuellement utilisées pour lutter contre le paludisme afin d'améliorer les connaissances des membres du personnel en la matière; d) certaines formations prévues à l'origine à Brindisi et à Entebbe se sont finalement déroulées à New York; et e) les voyages de certains membres du personnel ont été annulés à cause de problèmes de visas.

	Écart	
Installations et infrastructures	18 319,2	13,2 %

43. Le solde inutilisé résulte principalement des facteurs suivants : a) la construction de sept camps destinés aux contingents et aux effectifs des unités de police constituées a été annulée, à cause de retards dans le processus d'achats et dans le déploiement de cinq de ces unités, et également à cause de l'anticipation de la diminution de la capacité de montée en puissance des militaires et des policiers; b) les dépenses au titre des services de sécurité ont diminué, du fait notamment de l'annulation de la construction des sept camps susmentionnés; c) les dépenses pour le remboursement à taux standard des sommes dues aux gouvernements fournissant des contingents et des unités de police constituées au titre du soutien logistique autonome ont elles aussi diminué, à cause du non-déploiement ou du déploiement différé de certaines unités, et du rapatriement anticipé de certaines autres, ainsi que de la proportion plus importante que prévu de matériel hors d'usage; et d) les frais de location des locaux ont été moins importants que prévu, trois unités de police constituées ayant quitté des locaux loués pour être réinstallées dans des locaux fournis par le Gouvernement; en outre, le bail du navire *Ola Esmeralda*, permettant de loger provisoirement le personnel après le tremblement de terre, a été résilié, et la location prévue de locaux supplémentaires pour héberger le personnel a été annulée. L'écart a été réduit par les facteurs suivants : a) l'achat de préfabriqués destinés à accueillir les nouveaux sièges régionaux de Léogane et Jérémie et à remplacer les préfabriqués détériorés par le sinistre ou en fin de vie utile; b) l'embauche de travailleurs occasionnels pour la construction des sièges régionaux et des camps destinés aux unités de police constituées à Jérémie, Hinche, Jacmel, Port-au-Prince et Terrier Rouge et le recours prolongé à des vacataires à cause de retards dans la mise en place du contrat clefs en main d'approvisionnement en carburant, qui n'a été conclu qu'après la période considérée; c) l'achat de matériel de purification de l'eau, de stations d'épuration des eaux usées, de citernes à eau et de fosses septiques après l'épidémie de choléra; d) l'achat de groupes électrogènes pour les camps de personnes déplacées, les stations d'épuration supplémentaires et les sites éloignés non couverts par le contrat de production d'électricité; et e) l'acquisition de pièces de rechange et de fournitures pour les groupes électrogènes installés dans les préfabriqués et pour le reste du matériel présent dans les hébergements, afin de mettre les bureaux et les locaux d'hébergement aux normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile.

	Écart	
Transports terrestres	(4 840,1)	(18,1 %)

44. Le dépassement de crédits est principalement imputable aux facteurs suivants : a) l'achat de 256 véhicules légers supplémentaires et de 4 dépanneuses à remorque plate destinés à remplacer les véhicules en fin de vie utile. L'écart a été en partie compensé par la réduction des dépenses engagées pour : a) l'achat de matériel pour les ateliers de réparation des véhicules, l'expansion prévue de ces ateliers ayant été reportée, conséquence de la pénurie de terrains et du report de la mise en place d'ateliers au niveau régional; et b) l'assurance responsabilité, dans la mesure où il n'a pas été nécessaire de contracter une assurance locale, une provision à cet effet ayant été constituée après le tremblement de terre; à cela s'ajoute la diminution des primes d'assurance au niveau mondial.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	411,1	1,4 %

45. Le solde inutilisé reflète la diminution des dépenses engagées pour la location et l'exploitation d'hélicoptères, du fait du renouvellement des contrats. La sous-utilisation a été en partie annulée par l'augmentation des dépenses liées : a) à la location et à l'exploitation d'avions, du fait du règlement d'arriérés de frais occasionnés par le déploiement d'aéronefs en 2009/10 dans la période qui a suivi le tremblement de terre; et b) aux redevances d'atterrissage et de manutention au sol pour les vols quotidiens effectués entre Port-au-Prince et Saint-Domingue après le tremblement de terre.

	<i>Écart</i>	
Transports maritimes ou fluviaux	213,3	18,7 %

46. Le solde inutilisé résulte principalement de la diminution des dépenses au titre : a) du carburant, compte tenu de la baisse du nombre de patrouilles effectuées, les rampes de deux sites n'étant pas en état de disponibilité opérationnelle; et b) de la location de navires opérant à Jérémie, grâce à l'amélioration de l'état du réseau routier qui a permis de transporter les biens par voie terrestre au lieu d'avoir à recourir à des navires loués.

	<i>Écart</i>	
Communications	2 090,2	6,1 %

47. Le solde inutilisé provient principalement de la diminution des dépenses engagées pour : a) le remboursement des sommes dues aux gouvernements fournissant des contingents et des unités de police constituées au titre du soutien logistique autonome, compte tenu du non-déploiement ou du déploiement différé de certaines unités et du rapatriement anticipé de certaines autres, ainsi que de la proportion plus importante que prévu de matériel hors d'usage; et b) les services d'information, suite à des retards dans la finalisation de contrats externes pour des émissions de radio et de télévision et d'autres services connexes. L'écart a été contrebalancé par l'engagement de dépenses additionnelles pour l'achat de matériel de communication, essentiellement pour appuyer l'expansion de la couverture du réseau radiophonique de la Mission et pour parachever le projet de la Mission de mise en place d'une infrastructure de liaisons hertziennes dans les régions du nord d'Haïti.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(1 744,0)	(14,9 %)

48. Le dépassement des crédits inscrits à cette rubrique est essentiellement imputable à l'acquisition de matériel supplémentaire, destiné notamment à appuyer l'expansion de la couverture du réseau radiophonique de la Mission et à parachever le projet de la Mission de mise en place d'une infrastructure de liaisons hertziennes. L'écart constaté a été en partie compensé par la diminution des dépenses au titre des services informatiques, causée par des retards dans le déploiement du personnel contractuel.

Matériel spécial	<i>Écart</i>	
	768,7	16,4 %

49. Le solde inutilisé s'explique par la diminution des sommes remboursées aux gouvernements fournisseurs de troupes et d'unités de police constituées au titre du soutien logistique autonome, diminution liée au non-déploiement ou au déploiement différé de certaines unités et au rapatriement anticipé d'autres, ainsi qu'à la proportion plus importante que prévu de matériel hors d'usage.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

50. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINUSTAH portent sur les points suivants :

a) Décider de l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011, soit 43 264 700 dollars des États-Unis;

b) Décider de l'affectation du montant correspondant aux recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2011, qui s'élève à 30 024 500 dollars et qui comprend les intérêts créditeurs (2 734 000 dollars), les recettes diverses ou accessoires (3 123 600 dollars) et le résultat de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (24 209 300 dollars), déduction faite des ajustements sur exercices antérieurs (42 400 dollars).